

## **ANNEXE 18**

---

### **Rapport de l'état initial de la migration induite par le projet**



---

**CREATIVA CONSULTANTS**

Planification et développement régional  
Migration induite par le projet

📍 19B Starview House, Discovery Bay, Hong Kong

📞 +852 5191 6116

✉️ peter.austin@creativaconsult.com  
s.murphy@creativaconsult.com

**PROJET SIMANDOU - RIO TINTO****GUINÉE**

# MIGRATION INDUITE PAR LE PROJET RAPPORT DE BASE

**Soumis à:**

Rio Tinto Simfer

**Par :**

Creativa Consultants  
19B Starview House  
Baie de la découverte  
Hong Kong

**Date :** 2 juin 2023

---

# TABLE DES MATIERES

<b>Table des matières</b> .....	<b>i</b>
1 Introduction.....	3
1.1 Approche et méthodologie .....	3
1.1.1 Zone d'étude .....	3
1.1.2 Sources des données de référence .....	6
1.1.3 Mises en garde et limites .....	7
1.2 Données démographiques de base .....	7
1.2.1 Histoire de l'immigration en Afrique de l'Ouest.....	7
1.2.2 Contexte national et régional.....	8
1.2.3 Taux et schémas de migration induite par les projets dans la zone d'étude des MIP .....	9
1.2.4 Âge et immigration.....	18
1.2.5 Sexe et migration intérieure.....	19
1.2.6 Identité et migration intérieure .....	20
1.2.7 Motivations économiques des immigrants .....	24
1.3 Base géospatiale.....	27
1.4 Conclusion .....	38
1.5 Références .....	39

## TABLEAUX

Tableau 1 Communautés affectées par le projet .....	5
Tableau 2 Évolution de la population dans 8 villages clés de la zone du projet (mine) Période précédant le projet (1996-2004) .....	11
Tableau 3 Évolution de la population dans 8 villages clés de la zone de projet (mine) Périodes de projet 2005-2020... ..	12
Tableau 4 Évolution de la population dans les principaux villages de la zone du projet minier, 2007-2022 .....	15

## FIGURES

Figure 1 Zone d'étude de MIP et communautés affectées par le projet.....	4
Figure 2 Évolution de la population dans les trois préfectures de la zone d'étude des MIP, 2014-2020.....	9
Figure 3 Pourcentage de résidents de 15 ans et plus, entre 2008 et 2010 .....	18
Figure 4 Répartition par sexe de 2008 à 2010 .....	19
Figure 5 Diversité ethnique en pourcentage de la population totale des implantations en 2010.....	21
Figure 6 Zones d'origine des migrants 2012 .....	22
Figure 7 Zones d'origine des migrants 2022 .....	23
Figure 8 Motivations économiques des ménages migrants 2012 .....	25
Figure 9 Processus de surveillance géospatiale.....	27
Figure 10 Zone de surveillance géospatiale.....	30
Figure 11 Expansion du peuplement .....	31
Figure 12 Expansion du peuplement .....	32
Figure 13 Expansion du peuplement, densité et points chauds potentiels 2019 - 2021.....	33
Figure 14 Expansion du peuplement, densité et points chauds potentiels 2021 - 2022.....	34
Figure 15 Taux d'augmentation en pourcentage du nombre de structures 2019 - 2022 - Colonies plus importantes....	35
Figure 16 Taux d'augmentation en pourcentage du nombre de structures 2019 - 2022 - Petits établissements .....	36
Figure 17 Total des structures détectées 2019 - 2022 .....	37

---

## ABREVIATIONS

Le projet .....	Projet Simandou de Rio Tinto
Aol.....	Zone d'influence
ASM .....	l'exploitation minière artisanale et à petite échelle
EIES .....	Évaluation de l'impact environnemental et social
PIB.....	Produit intérieur brut
km .....	kilomètre
km2 .....	kilomètres carrés
m.....	mètre
n.d.....	non disponible
PCP .....	Communauté affectée par le projet
MIP.....	Migration induite par le projet
DER .....	Développement économique régional
EISE .....	Étude de l'impact social et environnemental
OMS .....	Organisation mondiale de la santé

---

# 1 INTRODUCTION

Ce rapport de référence sur les migrations induites par le projet donne un aperçu des conditions de base relatives à l'histoire et l'état actuel des migrations entrantes dans la zone entourant le projet et sur lesquelles l'évaluation des risques de migrations induites par le projet a été basée. Cette description des conditions de base s'appuie sur les informations fournies dans d'autres sections de l'EIES relatives aux conditions de base, ainsi que sur les enquêtes et les données de surveillance géospatiale du projet réalisé dans le cadre de l'EIES de 2012, de la mise à jour de l'EIES de 2023 et des activités de surveillance de MIP du projet de 2010 à 2022.

## 1.1 Approche et méthodologie

### 1.1.1 Zone d'étude

Le projet est situé à l'extrémité sud de la chaîne du Simandou (de 110 km de long), dans les régions naturelles de la Guinée Forestière et de la Haute-Guinée. La chaîne du Simandou se trouve à environ 550 km au sud-est de Conakry, la capitale de la Guinée. La concession se trouve dans les préfectures de Beyla et de Macenta et comprend une zone de 369 kilomètres carrés (km<sup>2</sup>) (blocs 3 et 4 et une partie du bloc 2) de la moitié sud de la chaîne du Simandou. La concession est détenue par Simfer S.A. (Simfer1), une filiale de Rio Tinto.

La mine occupe environ 15 km de la chaîne du Simandou, le long de la frontière entre les préfectures de Macenta et de Beyla, et se trouve à environ 25 km à l'ouest de Beyla, 60 km à l'est de Macenta, 70 km au sud de Kérouané et 85 km au nord des implantations de N'Zérékoré. Le projet permettra d'extraire le minerai du gisement Ouéléba, et le gisement voisin du Pic de Fon pourrait être exploité à l'avenir. Le gisement nord de Ouéléba a une largeur d'environ 1 km et une longueur de 8 km, et le gisement sud du Pic de Fon a une largeur d'environ 750 mètres (m) et une longueur de 7,5 km.

Le projet comprend également une voie ferrée (embranchement ferroviaire) reliant l'installation de chargement des trains de la mine de Simfer au chemin de fer transguinéen dans la zone de la ville de Kérouané au sein de la préfecture de Kérouané - jusqu'au port de Morebaya (en cours de construction). L'embranchement ferroviaire comprend un tunnel ferroviaire, trois ponts ferroviaires / viaducs, plusieurs passages à niveau et des passages pour piétons et animaux sauvages désignés.

La région autour de la mine est susceptible de connaître des niveaux élevés d'immigration pendant la durée de vie du projet, car les gens sont attirés par la possibilité d'un emploi, par l'opportunité de fournir des biens et des services à la mine, et par des opportunités de travail ou d'affaires, réelles ou perçues, découlant de l'augmentation générale du développement et de l'activité économique dans la région. Le développement de la mine et du corridor ferroviaire associé peut également entraîner l'ouverture de zones géographiques, par le biais de routes d'accès nouvelles ou améliorées, pouvant permettre aux communautés d'accéder à des zones qui étaient auparavant moins accessibles ou inaccessibles, ce qui peut attirer des personnes dans ces zones pour y entreprendre des activités de subsistance ou commerciales.

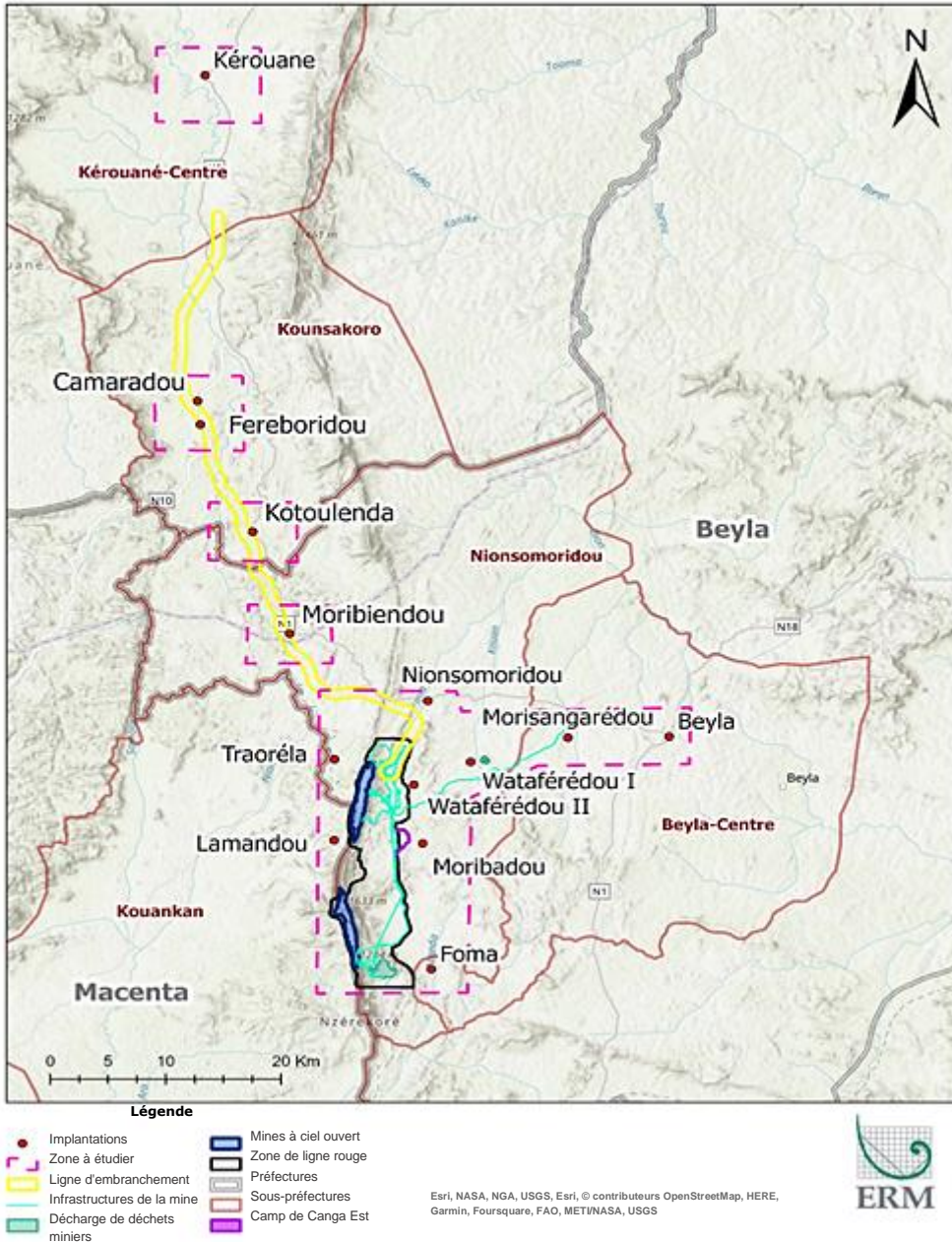
Il est impossible de définir avec précision la zone géographique au sein de laquelle des mouvements migratoires importants pourraient se produire en raison du projet, mais on s'attend à ce qu'elle s'étende aux communautés situées à une distance de déplacement quotidien raisonnable de la mine et de

---

<sup>1</sup> Simfer est une société enregistrée en Guinée qui a été créée pour détenir et exploiter le projet. La coentreprise Simfer comprend Simfer S.A., détentrice des blocs 3 et 4 de Simandou Sud, qui est la propriété du le gouvernement guinéen (15 %) et Simfer Jersey Limited (85 %). Simfer Jersey Limited est quant à elle une coentreprise entre le groupe Rio Tinto (53 %) et Chalco Iron Ore Holdings (CIOH) (47 %) - une coentreprise dirigée par Chinalco et composée de grandes entreprises d'État chinoises : Chinalco (75 %), Baowu (20 %), China Rail Construction Corporation (CRCC) (2,5 %) et China Harbour Engineering Company (CHEC) (2,5 %).

l'embranchement ferroviaire. Pour les besoins de cette évaluation, l'étude se concentre donc sur la zone d'influence sociale du projet, telle que définie dans la section 2.1 de l'étude socio-économique de base et illustrée dans la figure 1. Cette zone est appelée zone d'étude de MIP dans la suite du présent rapport. Les communautés affectées par le projet, aux fins de l'évaluation du risque de migration induite par le projet, comprennent les communautés individuelles et groupées définies dans le tableau 1.

Les informations de base présentées dans ce rapport sont divisées en deux sections, la première se concentrant sur des données et des tendances démographiques et la seconde sur des images de surveillance géospatiale des zones rurales et des implantations.



**Figure 1 Zone d'étude de MIP et communautés affectées par le projet**

**Tableau 1 Communautés affectées par le projet**

CPA	Situation géographique	Description
CPA 1	L'intérieur et les alentours de la ville de Beyla comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Beyla Sobakono</li> <li>• Diakolidou Sobakono</li> </ul>	<p>Beyla est le principal centre administratif, qui regroupe la plupart des services techniques utiles pour la préfecture. Il s'agit d'un lieu clé pour les voies de transport, d'une plaque tournante commerciale et d'un lieu d'approvisionnement. Beyla est composé de deux grands villages (Beyla Sobakono et Diakolidou Sobakono) qui ont tous deux leur propre chefferie traditionnelle. Beyla Sobakono comprend les secteurs Frébory, Dramé Oumar, Samory et Diakolidou Sobakono comprend les secteurs Kissibou, N'Balía, D. Tindikan, D. Sobakono, Boiro, Kémèbrouma.</p> <p>Beyla est située à environ 24 km à l'est de la concession minière. L'amélioration de la route reliant Beyla à la mine et la création de logements pour les travailleurs feront de la ville le centre de développement de la région.</p>
CPA 2	Moribadou	<p>La communauté la plus proche de la zone de l'usine minière et du camp de Canga Est, à environ 2,5 km de la frontière de la concession et à environ 4 km de l'usine et des infrastructures minières. Elle a connu une croissance substantielle due à l'immigration au cours des dernières années. Ce village est traversé par la route menant à l'actuel camp de Canga Est.</p> <p>L'implantation comprend huit quartiers informels (Kankoro, Mafanga, Konia, Kossadou, Belleville, Madina, Kennedy, Hèrèmakono, Belleville, Madina, Kennedy, Hèrèmakono) qui ont été créés au cours des 10 dernières années, en raison de l'immigration dans la région.</p>
CPA 3	Nionsomoridou et Wataférédou I et II	<p>Nionsomoridou : La communauté est située à environ 2 km au nord-est de l'emprise de l'embranchement ferroviaire (en dehors du corridor de l'embranchement) et accueillera une base urbaine et un pont de 500 m de long. Il se trouve également à environ 4 km de la limite de la concession minière. Cette implantation est située directement à l'est de l'embranchement ferroviaire, à moins d'un kilomètre de l'axe de l'embranchement. Le corridor tampon de l'embranchement ferroviaire de 400 m croise la frontière ouest de l'implantation.</p> <p>Wataférédou I : Communauté située au nord-est de la crête de Simandou. Elle est située à environ 7 km à l'est de la zone d'usine minière et des installations proposées. La nouvelle route d'accès à la mine, d'une longueur de 20 km, qui part de la route nationale N1 à l'ouest de Beyla (près de l'aéroport de Beyla), passera à environ 2 km au sud de Wataférédou I. En outre, le nouveau camp de construction temporaire de la mine se trouvera à proximité de cette implantation.</p> <p>Wataférédou II : Communauté située au nord-est de la crête de Simandou. Elle se trouve à proximité de la zone d'exploitation proposée (environ 2 km à l'ouest) et des installations de la mine, ainsi que de la nouvelle route d'accès à la mine (environ 2 km au sud).</p>
CPA 4	Traoréla, Bangalidou, Kamandou, Lamadou, Worono, Mandou et Banko	<p>Communautés situées au nord-ouest/à l'ouest de la crête de Simandou qui se trouveront à proximité de l'empreinte proposée de la mine Pic de Fon. Avec Traoréla, le village de Lamadou est une des implantations les plus proches du côté ouest de la zone de concession de la mine. Il est situé à environ 1,6 km de la partie sud de la mine à ciel ouvert de Ouéléba. Lamadou et Traoréla sont les deux seules implantations situées à l'ouest de la concession et n'auront pas accès à la zone minière pendant la construction et l'exploitation.</p> <p>Traoréla comprend les secteurs de Gnèla, N'vamaradou et Késsérimoribadou.</p>
CPA 5	Dandano, Silafarala et Touréla	<p>Communautés situées au sud-ouest/à l'ouest de la concession, mais plus éloignées des activités minières. Elles n'ont pas eu un accès direct à la concession jusqu'à présent et n'en auront pas non plus pendant la construction et l'exploitation.</p>
CPA 6	Baladou (Bonodou), Foma et Kankoro	<p>Communautés situées au sud-est / sur la partie sud de la concession minière, à l'écart des principales zones d'exploitation minière et des infrastructures associées. Foma est située au sud-est de la concession minière, à environ 3 km de la décharge de la mine à ciel ouvert de Pic de Fon et comprend les secteurs de Foma-Centre et de N'validou.</p>

CPA	Situation géographique	Description
CPA 7	Kissiboula, Piyaro, Morisangarédou, Kéoulendou, Boubaro, Wawakoro et Mamoridou	Communautés situées le long et à proximité de la route N1 menant à Beyla par l'ouest et le sud, et comprenant les communautés situées à proximité de la piste d'atterrissage de Beyla. Par exemple, Morisangarédou est situé à environ 600 m de la route d'accès à la mine (M4 Route de l'aéroport de Beyla) et à environ 1,6 km de l'aéroport de Beyla, et comprend les secteurs de Morisangarédou I, Morisangarédou II, Gbobaro, Gmandou, Kéoulendou.
CPA 8	Mafindou et Banankoro	Communautés situées le long de la route allant de Moribadou à la jonction de Beyla.
CPA 9	Manankoro et Boola	Communautés situées le long de la route nationale N1 en direction du sud vers N'Zérékoré. Cette route nationale fournira la principale voie de transport au projet.
CPA10	Moribiendou, Féréboridou, Férédou, Camaradou et Kérouané Town	Quatre implantations situées dans la zone de l'embranchement ferroviaire <sup>2</sup> , qui, compte tenu du tracé de l'embranchement ferroviaire de septembre 2022, pourraient être affectées par le bruit. Ils ont été sélectionnés sur la base de critères de distance, en tenant compte du corridor tampon de 900 m défini le long de l'embranchement ferroviaire (450 m de chaque côté), et de consultations avec Rio Tinto Simfer. La ville de Kérouané est l'endroit où l'embranchement ferroviaire se connectera à la ligne ferroviaire trans-guinéenne Winning Consortium Simandou WCS <sup>3</sup> menant au port et est divisée en 5 secteurs (Nasser Marché, Nouny Touré, M'balia 1, M'balia 2, Nasser Mosqué).

### 1.1.2 Sources des données de référence

Le contexte régional et national a été établi à partir de recherches documentaires. Les données démographiques nationales et régionales figurent à la section 4.1 de l'étude socio-économique de base - tous les chiffres nationaux ou régionaux utilisés dans le présent rapport de base sur les MIP sont tirés de cette étude.

Les données de base locales proviennent des sources décrites dans l'étude de référence socio-économique. Celles-ci comprennent :

- Examen de l'étude d'impact social et environnemental (EISE) de la mine de Simandou, Rio Tinto, Chalco et la Société financière internationale (SFI), août 2012 - ci-après dénommée l'EIES 2012
- Examen d'informations accessibles au public
- Collecte initiale de données effectuée du 19 septembre au 27 octobre 2022

Les figures 2 et 3 sont directement tirées de l'étude socio-économique de base, avec les références et les notes de bas de page correspondante.

En outre, pour les besoins du rapport de base sur les MIP, les données démographiques recueillies dans le cadre des activités de surveillance du projet 2014 - 2022 sont incluses, le cas échéant, ainsi que les résultats de la surveillance géospatiale visuelle du projet.

<sup>2</sup> L'embranchement ferroviaire est défini comme un tronçon de 70 km de la composante ferroviaire (en dehors du champ de l'EIES), reliant la mine de Simfer à la ligne ferroviaire principale près de la ville de Kérouané.

<sup>3</sup> WCS est un consortium composé de la société singapourienne Winning International Group (45 %), de Weiqiao Aluminium (qui fait partie du groupe China Hongqiao) (35 %) et de United Mining Suppliers International (20 %). WCS détient les blocs 1 et 2 de Simandou Nord (le gouvernement guinéen détenant une participation de 15 % dans le véhicule minier et WCS une participation de 85 %) et les infrastructures associées.



### 1.1.3 Mises en garde et limites

#### 1.1.3.1 Données démographiques

Les implantations incluses dans les activités de relevé antérieures ont été sélectionnées sur la base des premiers signes de migration après le début de la prospection, mais il convient de noter qu'à l'époque, l'un des principaux accès aux camps de prospection passait par Traoréla et que les propositions à ce stade envisageaient le développement de l'usine minière à l'ouest de l'arête. L'accès par Traoréla ne sera plus utilisé à l'avenir et l'usine de la mine sera désormais située à l'est de la crête. Par conséquent, il est désormais moins probable que Traoréla et d'autres implantations situées à l'ouest soient attrayantes pour les immigrants. De même, Mafindou attirait auparavant les migrants en raison de sa situation sur une route d'accès à la mine. Depuis lors, Moribadou s'est développé (voir tableaux 3 et 4), ce qui lui a permis d'accueillir davantage de migrants, et l'attractivité de Mafindou a diminué. En outre, certaines implantations situées dans la zone de l'embranchement ferroviaire ont été ajoutées à l'évaluation de 2022, alors qu'elles n'étaient pas incluses en 2012.

Il faut donc garder à l'esprit que les migrations induites par le projet sont susceptibles de se produire dans un plus grand nombre de villages et/ou dans des villages différents de ceux qui ont fait l'objet de la surveillance initiale décrite ci-dessus. Malgré ces changements au fil du temps dans la liste des implantations couvertes par les évaluations, les données fournissent néanmoins une indication utile de l'échelle et de la nature potentielles de l'immigration qui pourrait se produire autour du projet et, par conséquent, l'ensemble des implantations a été inclus dans le rapport de base sur les MIP avec des données historiques, lorsqu'elles sont disponibles.

#### 1.1.3.2 Visuels de surveillance géospatiale

Au cours de la période 2019-2022, le projet a entrepris un suivi géospatial par télédétection afin de comparer la différence de superficie et de densité des structures, la croissance de l'implantation, les changements de population et d'utilisation des terres dans les points chauds potentiels désignés des MIP.

## 1.2 **Données démographiques de base**

### 1.2.1 Histoire de l'immigration en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest a une longue histoire de mobilité des populations, tant au sein de la région qu'au niveau international, liée à des facteurs aussi divers que le commerce à longue distance, la recherche de pâturages, l'urbanisation et la croissance des centres administratifs, les exigences de l'exploitation minière, de la production industrielle et de l'agriculture de plantation, les conflits armés, la dégradation des sols, la sécheresse et la pauvreté rurale. Les flux migratoires sont fortement influencés par les politiques économiques et migratoires, et d'autres éléments déclencheurs ont historiquement inclus les développements dans la construction de chemins de fer et de routes et d'autres travaux d'infrastructure, ainsi que la croissance des villes. Le développement des transports a également facilité la migration de la main-d'œuvre en réduisant la distance et les risques des trajets qui entravaient jusqu'alors les migrations à longue distance.

Ces évolutions ont stimulé et modifié les mouvements de population à grande échelle, donnant lieu à des schémas de migration saisonniers et transfrontaliers à prédominance masculine (les hommes étant généralement plus susceptibles et capables de voyager à la recherche d'opportunités économiques). En

réponse à cela, un certain nombre d'accords internationaux ont été élaborés (voir section 18.2.2), tels que le protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes, qui ont à leur tour facilité la migration, en particulier à travers les frontières nationales de l'Afrique de l'Ouest. La sous-région de l'Afrique de l'Ouest est la plus grande région d'asile en Afrique, après l'Afrique centrale, avec 725 000 réfugiés en 2004. Au cours des années 1990, la Guinée a accueilli un très grand nombre de réfugiés, d'abord provenant du Liberia, puis de la Sierra Leone. Les dix dernières années ont toutefois vu une réduction du nombre total de migrants en Guinée et du nombre de réfugiés en tant que sous-groupe de migrants - le nombre total de migrants et le nombre de réfugiés en pourcentage de la population en 2020 est inférieur de moitié à ce qu'il était en 2010.

La migration rurale-urbaine est également un schéma majeur de flux migratoire en Afrique de l'Ouest, les personnes quittant les fermes et autres activités économiques rurales à la recherche d'un emploi dans les villes. La migration rurale-urbaine est généralement dominée par les hommes et s'effectue sur une base temporaire (saisonnnière), mais elle devient de plus en plus permanente et inclut un plus grand nombre d'unités familiales. L'ampleur de la migration rurale-urbaine a également augmenté de manière significative ces derniers temps.

On peut conclure que les déplacements à l'intérieur et entre les pays continuent d'être un élément central de la vie en Afrique de l'Ouest. Dans un scénario futur optimal, avec un développement agricole et industriel accru et un développement humain largement amélioré, les motivations de migration seront au moins aussi fortes qu'aujourd'hui. Certains schémas migratoires resteront inchangés, mais le niveau de chômage déjà élevé sera un facteur de mobilité essentiel pour la population jeune en croissance rapide. Cela entraînera des problèmes de développement importants pour la région et, en même temps, les migrations vers des destinations extrarégionales risquent également d'augmenter.

### 1.2.2 Contexte national et régional

Les taux et les schémas de migration induite par des projets sont déterminés à la fois par les caractéristiques des projets prévus et par le contexte national. Globalement, en Guinée, la population est relativement immobile. Ainsi, seuls 14,20 % des Guinéens ont été recensés en 2014 comme résidant dans une préfecture autre que leur préfecture de naissance (13,70 % des femmes et 14,70 % des hommes). La migration rurale-urbaine est assez limitée au niveau national, car les populations rurales peuvent généralement vivre de l'agriculture à la campagne. Par exemple, selon le recensement de 2014, le taux d'urbanisation était d'environ 35 %. Il s'agit d'une augmentation relativement faible par rapport aux 30 % enregistrés lors du recensement de 1996. Les deux régions couvrant la zone du projet, Kankan et N'Zérékoré, ont cependant connu une augmentation de la population urbaine entre 2014 et 2020.

Malgré la baisse du nombre de migrants et de réfugiés transfrontaliers en Guinée au cours de la dernière décennie (voir section 18.3.1), la proximité du projet avec les pays voisins touchés par l'instabilité civile et la pauvreté signifie que la zone du projet serait l'une des premières à être affectée par toute augmentation du nombre de migrants et de réfugiés.

L'expérience acquise dans d'autres régions minières de Guinée, à Kamsar, Fria et Sangaredi, montre que la migration induite par les projets est une caractéristique importante de ce dernier. Un certain nombre de facteurs nationaux qui augmentent généralement le potentiel de migration induite par les projets renforceront cet aspect, notamment :

- un faible PIB par habitant
- un taux de chômage élevé
- un taux de pauvreté élevé

- une forte mobilité de la population
- une attitude généralement accueillante à l'égard des migrants
- une concentration des opportunités économiques dans les grands centres
- les effets des mouvements de réfugiés et des déplacements internes

L'étude socio-économique de base présente des chiffres nationaux et régionaux (lorsqu'ils sont disponibles) concernant le PIB par habitant, les taux de chômage, les niveaux de pauvreté, les migrations et les réfugiés. Ces chiffres confirment qu'au niveau national, la Guinée présente plusieurs des facteurs susmentionnés, avec un faible PIB par habitant, près de la moitié de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté, une concentration des opportunités économiques dans les grands centres et une attitude généralement accueillante à l'égard des migrants internes et externes. En 2018, le taux de chômage s'élevait à près de 5 % au niveau national, dernière année pour laquelle des chiffres sont disponibles.

Certaines de ces caractéristiques sont examinées plus en détail dans les sections suivantes au niveau de la zone d'étude des MIP.

### 1.2.3 Taux et schémas de migration induite par les projets dans la zone d'étude des MIP

La région autour de la mine a déjà été affectée par l'immigration due aux activités de prospection de la mine au cours des dernières années. Les données d'enquête et de recensement suggèrent que les niveaux de population dans la région sont restés relativement stables entre 1996 et 2004 / 2005. Dans l'EISE 2012, les chiffres de suivi indiquent que la population locale a augmenté de manière significative entre 2005 et 2008 dû à l'immigration. Ce processus a commencé avec les activités préparatoires entreprises par le projet, avec de faibles taux d'immigration au début, qui ont rapidement augmenté avec l'intensification des activités du projet à partir de 2006. Des études et des activités de surveillance plus récentes ont révélé d'autres changements démographiques importants depuis l'EISE de 2012, comme l'illustrent la figure 2 et les tableaux 2 à 4, qui montrent que la population globale a augmenté dans toutes les zones, mais qu'elle est en baisse depuis 2017.

Les trois préfectures concernées par le projet avaient une population totale d'environ 971 052 habitants en 2020. Selon les estimations publiées en 2020, la population devrait augmenter de 2,76 %, pour atteindre un peu moins d'un million d'habitants (997 939). Cette augmentation est conforme à l'accroissement de la population totale du pays estimé à 2,70 % entre 2020 et 2021<sup>4</sup>.

Préfecture	Superficie (km <sup>2</sup> )	Densité de la population (habitants/km <sup>2</sup> )	
		2014	2020
Beyla	13 612	24	29
Kérouané	7 020	30	36
Macenta	7 056	40	48

Source : Statistiques annuelles de l'environnement 2020, édition de février 2021<sup>5</sup>

### **Figure 2 Évolution de la population dans les trois préfectures de la zone d'étude des MIP, 2014-2020**

Les tableaux 2 et 3 présentent les statistiques démographiques, année par année, de 1996 à 2020, pour une sélection d'implantations des CPA 1, 2, 3 et 8. Les informations relatives à la population ne sont pas

<sup>4</sup> Institut National de la Statistique, Annuaire des statistiques de l'environnement 2020, édition de février 2021, élaboré avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale. Données extraites de : [Annuaire Statistique environnement 2020 INS.pdf \(stat-guinee.org\)](#) (consulté le 14 octobre 2022).

<sup>5</sup> Institut National de la Statistique, Annuaire des statistiques de l'environnement 2020, édition de février 2021, élaboré avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale. Données extraites de : [Annuaire Statistique environnement 2020 INS.pdf \(stat-guinee.org\)](#) (consulté le 14 octobre 2022).

disponibles chaque année pour chaque implantation. Les données sont tirées du suivi du nombre d'habitants dans le cadre du projet et sont présentées pour huit implantations clés de la zone d'étude des MIP : Beyla, Moribadou, Nionsomoridou, Traoréla, Mafindou, Banankoro, Wataférédou I et Wataférédou II. Lorsque des données manquaient pour les implantations sélectionnées pour une année donnée, un pourcentage d'augmentation a été calculé sur la base des chiffres de population précédents et suivants et des populations estimées incluses pour les années manquantes. Les chiffres estimés sont en gris et les chiffres de l'enquête en gras.

Selon les données de suivi d'année en année et les informations collectées lors du travail de terrain de 2022 pour l'étude de base socio-économique, toutes les implantations montrent une augmentation de la population, ce qui est également observé au niveau national, la population totale de la Guinée ayant augmenté de 18,22 % entre 2015 et 2021<sup>6</sup>. Cependant, l'augmentation dans certaines implantations de la zone d'étude des MIP, par exemple Moribadou, Traoréla, Camaradou et Wataférédou II, est nettement supérieure à la tendance nationale. Les tableaux montrent également (lorsque les chiffres sont disponibles) que la population des implantations, bien qu'ayant augmenté dans presque toutes les implantations par rapport aux niveaux de référence de 1996 et de 2007, est en baisse depuis 2017.

La corrélation entre les opportunités et l'immigration est illustrée par le fait qu'à la suite de l'arrêt temporaire des travaux d'exploration en octobre 2008 et de la réduction des opportunités d'emploi temporaire associée, il y a eu une réduction de la population dans trois des quatre villages, à savoir Mafindou (CPA 4), Nionsomoridou (CPA 3) et Traoréla (CPA 4) entre 2009 et 2010 (sans toutefois revenir aux niveaux de 2005). La population de Moribadou (CPA 2), cependant, a continué à augmenter pendant cette période, ce qui peut refléter en partie un processus de consolidation à Moribadou des migrants en provenance des autres villages touchés. De même, la population a commencé à diminuer de manière substantielle en réponse à une baisse significative des opportunités offertes par le projet à partir de 2016 environ. Ces schémas de flux et de reflux de la population en relation avec les activités du projet sont examinés plus en détail dans la section 18.3.3.1 suivante. Les sections 18.3.4 - 18.3.6 fournissent de plus amples détails sur les caractéristiques de la migration entrante en ce qui concerne la répartition par l'âge, le sexe, l'appartenance ethnique, l'origine et les motivations des migrants entrants. Les données sont tirées des enquêtes sur l'immigration et d'autres enquêtes de référence sociales et environnementales réalisées pour le projet<sup>7</sup> et de l'étude de référence socio-économique de l'EISE 2023.

---

<sup>6</sup> Institut National de la Statistique, Annuaire des statistiques de l'environnement 2020, édition de février 2021, élaboré avec le soutien technique et financier de la Banque mondiale. Données extraites de : [Annuaire Statistique environnement 2020 INS.pdf \(stat-guinee.org\)](https://stat-guinee.org/) (consulté le 14 octobre 2022).

<sup>7</sup> SNC Lavalin Environnement (2008). In-Migration Plan Simandou Project Preliminary Report ; SNC Lavalin Environnement (2010). Étude sociale et environnementale de base, Composante minière du Proket Simandou; et Simfer (2010). Etat Réactualisé sur la Démographie et la Dynamique migratoire dans les villages du projet Simandou

**Tableau 2 Évolution de la population dans 8 villages clés de la zone du projet (mine) Période précédant le projet (1996-2004)**

<b>ANNÉE</b>	<b>1996</b>	<b>1997</b>	<b>1998</b>	<b>1999</b>	<b>2000</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
Beyla	<b>10 046</b>	10 568	11 118	11 696	12 304	12 944	13 617	14 325	15 070
Moribadou	<b>502</b>	531	560	589	618	647	676	705	734
Nionsomoridou	<b>1 132</b>	1 092	1 052	1 012	972	932	892	852	812
Traoréla	<b>357</b>	354	351	348	345	342	339	336	333
Mafindou	<b>96</b>	110	124	138	152	166	180	194	208
Banankoro	<b>277</b>	306	335	364	393	422	451	480	509
Wataférédou I	<b>68</b>	82	96	110	124	138	152	166	180
Wataférédou II	<b>94</b>	98	102	106	110	114	118	122	126
<b>CROISSANCE RÉELLE 1997 - 2004</b>	<b>12 572</b>	<b>13 141</b>	<b>13 738</b>	<b>14 363</b>	<b>15 018</b>	<b>15 705</b>	<b>16 425</b>	<b>17 180</b>	<b>17 972</b>

Source : Données de suivi du projet

**Tableau 3 Évolution de la population dans 8 villages clés de la zone de projet (mine) Périodes de projet 2005-2020**

ANNÉE	PÉRIODE DE DÉMARRAGE DU PROJET ET DE TRAVAUX PRÉLIMINAIRES 2005-2007/8			PÉRIODE DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET 2008 - 2015								PÉRIODE DE RALENTISSEMENT DU PROJET I 2016-2017		PÉRIODE DE RALENTISSEMENT DU PROJET II 2018-2020		
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Beyla	16 779	18 488	20 197	22 233	23 896	25 559	27 222	28 885	30 548	32 212	33 456	34 423	24 351	25 085	25 793	24 093
Moribadou	768	1 780	2 792	3 806	5 207	6 931	8 087	7 527	6 967	6 405	5 680	4 967	4 253	4 154	4 055	3 954
Nionsomoridou	770	1 224	1 678	2 132	2 007	1 916	2 144	2 131	2 118	2 104	1 778	1 857	1 937	1 915	1 893	1 870
Traoréla	329	536	743	952	1 062	849	1 053	1 011	969	926	777	920	1 064	1 001	938	874
Mafindou	229	307	385	463	537	447	535	531	527	548	431	545	488	513	538	565
Banankoro	538	537	536	536	529	522	515	508	501	496	577	658	741	726	711	695
Wataférédou I	199	187	175	163	176	189	202	215	228	241	254	218	181	215	249	283
Wataférédou II	131	180	229	279	282	285	288	291	294	297	304	365	426	374	322	268
<b>CROISSANCE RÉELLE 1997 - 2020</b>	<b>19 743</b>	<b>23 239</b>	<b>26 735</b>	<b>30 564</b>	<b>33 696</b>	<b>36 698</b>	<b>40 046</b>	<b>41 099</b>	<b>42 152</b>	<b>43 229</b>	<b>43 257</b>	<b>43 953</b>	<b>33 441</b>	<b>33 983</b>	<b>34 499</b>	<b>32 602</b>

Source : Données de suivi du projet

### **1.2.3.1 Analyse des données sur les migrations induites par les projets 1996-2020**

Avant le développement du projet, les villages de la zone d'étude des MIP ont connu une lente augmentation de leur population, comme l'a montré un recensement de la zone effectué entre 1996 et 2005 par le ministère de la planification. L'augmentation de la population a été progressive, à raison d'environ 4,5 % par an, soit environ 1,5 fois le taux d'accroissement naturel de la population guinéenne, qui est de 2,9 % au cours de la même période<sup>8</sup>. L'augmentation de la population au cours de cette période n'est pas attribuée à l'activité du projet.

#### **1.2.3.1.1 *Période de démarrage du projet et des travaux préliminaires 2005 - 2008***

On considère que la migration induite par le projet sur le site de la mine a commencé en 2005, lorsque presque toutes les communautés de la zone d'étude des MIP ont enregistré une forte hausse de la croissance démographique (voir tableau 3). Cette première vague de migration vers l'intérieur était probablement une réponse au début des activités sur le site de la mine en préparation du premier programme de travaux préliminaires qui a commencé en 2007 et s'est poursuivi jusqu'à la fin de 2008. Au cours de cette période de travaux préliminaires, 1 000 nouveaux emplois ont été créés dans la zone minière, y compris des emplois chez Simfer ainsi que chez les entrepreneurs et les sous-traitants du projet.<sup>9</sup> La population de Moribadou, le village le plus proche du camp de Canga Est, s'est multipliée par cinq entre 2005 et 2008, passant de 768 habitants en 2005 à 3 806 en 2008, et cette croissance est considérée comme imputable à la migration induite par le projet. Les implantations de Traoréla, Beyla et Moribadou semblent avoir connu les niveaux les plus élevés de migration induite par le projet au cours de cette période (voir tableau 3). D'autres villages situés à proximité de la mine évoluaient également rapidement, avec une expansion physique et une augmentation de la population. Un grand nombre de personnes attirées par les possibilités de travail offertes par le projet ont migré dans la région dans l'espoir de trouver un emploi dans le cadre du projet ou de poursuivre d'autres activités économiques directement ou indirectement liées au projet. Selon les estimations de population de 2008, les villages les plus importants après Moribadou, Beyla et Traoréla étaient Dandano dans le CPA 5 (4 500) et Nionsomoridou dans le CPA 3 (2 100), où la population a triplé entre 2005 et 2008. La découverte occasionnelle de sites miniers artisanaux a également provoqué des ruées minières sporadiques qui ont créé des afflux. En 2008, la découverte d'un gisement de corindon près du village de Wataférédou II (CPA 3) a entraîné un afflux éphémère de plus de 200 migrants sur une période d'un mois.

#### **1.2.3.1.2 *Période de développement du projet 2008-2015***

Fin 2008, les travaux préliminaires de la mine ont été achevés et le projet a mis en place un gel du recrutement qui a duré jusqu'à la fin de 2010. Malgré le gel des embauches, entre 2008 et 2011, le projet a continué d'employer environ 550 personnes sur le site de la mine, y compris des employés directs et des employés contractuels.<sup>10</sup> L'immigration importante induite par les travaux préliminaires du projet s'est poursuivie pendant un certain temps et, au cours de la période 2008-2012, la population globale de la région a continué à croître d'environ 8 % par an. La croissance s'est surtout concentrée sur Beyla, qui a vu sa population augmenter de près de 12 000 personnes en 2015. Pour toutes les autres communautés, la croissance a atteint un pic autour de 2011, puis a commencé à ralentir de manière significative et à décliner. Des afflux à petite échelle ont eu lieu dans le cadre de l'exploitation artisanale de l'or et des diamants dans le village de Banankoro (CPA 8) et Banankoro a également vu revenir une centaine de Guinéens, soit 19 % de la population totale. Aucun des villages des CPA 6 ou 7 n'a connu de volumes

---

<sup>8</sup> Rapports de suivi des projets.

<sup>9</sup> Cadre d'immigration du Simandou (2015).

<sup>10</sup> EISE 2012 Chapitre 18.

importants d'immigration au cours de la période associée aux activités de prospection. En 2015, seule la population de Beyla avait continué à augmenter. Les petites implantations sont revenues à des niveaux de population proches de ceux de 2005. Nionsomoridou est revenu à peu près à son niveau de population de 2007 et Moribadou à peu près à son niveau de population de 2009.

#### **1.2.3.1.3 Période 1 de ralentissement du projet 2016-2017**

À partir de 2016, la population a commencé à diminuer de manière substantielle en réponse à une baisse significative des opportunités avec le projet et la migration entrante a commencé à ralentir avec la réduction des activités à la mine (c'est-à-dire le début des activités d'entretien et de maintenance) à la fin de l'année 2016. En 2016, certaines personnes s'étaient installées définitivement dans la région, tandis que d'autres l'avaient quittée. Beyla a été la plus touchée ; alors que sa population a culminé à plus de 34 000 personnes en 2016, un peu plus de 10 000 personnes sont parties en 2017, ce qui correspond à une perte d'environ 29,3 % de sa population totale (voir figure 2). Moribadou a également été fortement touché, perdant 713 habitants en 2016 et 714 autres en 2017.

#### **1.2.3.1.4 Période 2 de ralentissement du projet 2018 - 2020**

Entre 2017 et 2020, la plupart des communautés de la région ont maintenu des populations relativement stables, certaines augmentant et d'autres diminuant à des échelles plus conformes aux mouvements normaux de la population. En 2020, on a constaté que presque aucun nouveau ménage ne s'était installé dans la région au cours des six mois précédant la date des données et que la majorité des ménages migrants étaient établis dans la région depuis deux ans ou plus. Les populations de toutes les communautés suivies sont retombées aux niveaux de 2008 environ, après le pic de 2011.

#### **1.2.3.1.5 Population 2022**

Pour l'année 2022, comme il n'existe pas de données statistiques formelles et récentes pouvant être utilisées en termes de population au niveau des implantations, le travail de terrain de l'étude socio-économique de base a recueilli les estimations des chefs de communauté concernant la population de l'implantation, et ces estimations sont présentées dans le tableau 4. Le tableau présente une élaboration des données démographiques provenant des différentes sources, dans le but de fournir une vue d'ensemble de la tendance démographique dans la zone d'étude des MIP au cours des années<sup>11</sup> et illustre une augmentation substantielle de la population entre 2007 et 2022, en particulier à Moribadou, où la population a augmenté de plus de 600 % depuis le début du projet, sur la base des estimations de 2022.

Les données collectées par Enviro Africa Sarl<sup>12</sup> ont également été utilisées à titre de comparaison pour donner l'étendue de la population plutôt que des chiffres statistiques. Les données de terrain collectées par Enviro Africa Sarl ont indiqué des estimations légèrement différentes pour les implantations suivantes, par rapport à celles collectées lors étude socio-économique de base réalisée sur le terrain en 2022, et ces estimations ont toutes montré des nombres de population inférieurs à ceux estimés par les chefs de communautés : Wataférédou I (301 habitants), Wataférédou II (405 habitants), Traoréla (1 666 habitants), Moribadou (4 624 habitants) et Lamadou (500 habitants). En outre, le chapitre 19 Santé et sécurité communautaires présente les données recueillies auprès des autorités sanitaires de la zone d'étude des MIP pour la ville de Beyla, qui donne une population de 42 638 habitants en 2022. La population prévue pour 2022 (voir le chapitre 18 de l'évaluation des risques de MIP) est nettement inférieure, avec 27 071

<sup>11</sup> L'EISE 2012 a été utilisée comme source principale pour les données de population entre 2007 et 2009 (à l'exception de Férédou, Féréboridou, Camaradou et Moribiendou<sup>11</sup> qui ne faisaient pas partie du périmètre de l'EISE 2012) ; les chiffres de population pour 2014 proviennent du recensement général national de la population et du logement tandis que les données pour 2022 sont basées sur les estimations fournies par les parties prenantes interrogées au cours du travail de terrain de l'ERM 2022.

<sup>12</sup> La société Enviro Africa Sarl a réalisé une étude sur les *ressources en eau et leur utilisation dans le périmètre minier de Ouéléba* en date de juin 2022. Cette étude a recensé les sources d'eau dans plusieurs implantations, dont les suivantes se trouvent dans la zone d'influence sociale : Moribadou, Nionsomoridou, Wataférédou I et Wataférédou II, Lamadou et Traoréla. Source : Rapport Enquête sur les ressources en eau et leurs usages dans le périmètre minier de Ouéléba, Réalisé par Enviro Africa Sarl, Juin 2022.



habitants. La population réelle sera vérifiée dans le cadre du suivi du projet en 2023 et les chiffres de référence et les prévisions seront modifiés, si nécessaire. La différence entre les prévisions et les estimations semble s'aligner sur les réactions des parties prenantes en 2022, qui ont indiqué que dans un certain nombre d'implantations (Beyla Town, Moribadou, Wataférédou I, Wataférédou II, Nionsomoridou et Foma), les gens avaient l'impression que la population avait augmenté en raison de l'arrivée de migrants à la recherche de travail (voir la section 15.2.2 du chapitre 15 - Socioéconomie).

**Tableau 4 Évolution de la population dans les principaux villages de la zone du projet minier, 2007-2022<sup>13</sup>**

Implantation	2007	2008	2009	2014 <sup>14</sup>	Travail de terrain 2022 sur les données socio-économiques de base (estimées par les dirigeants des communautés)	Augmentation en % (année de base) compte tenu des estimations recueillies lors de l'étude sur le terrain de l'étude socio-économique de base de 2022
Ville de Beyla	-	22 233		32 212	40 639	83% (2008)
Morisangarédou	508	-	-	-	550	8% (2007)
Foma	464	636	-	-	1 600	245% (2007)
Nionsomoridou	770	2 132	2 007	-	2 294	198% (2007)
Wataférédou I	199	163	-	-	500	151% (2007)
Wataférédou II	131	279	-	-	650	396% (2007)
Traoréla	329	952	1 062	-	1 703	418% (2007)
Moribadou	768	3 806	5 207	-	5 507	617% (2007)
Lamadou	195	-	-	-	700	259% (2007)
Ville de Kérouané	-	-	-	36 314	45 840	26% (2014)
Férédou	-	-	-	-	1 500	Non disponible car cette implantation n'est pas couverte par l'EISE 2012.
Féréboridou	-	-	-	-	1 025	Non disponible car cette implantation n'est pas couverte par l'EISE 2012.
Camaradou	87	-	-	-	630	624% (2007)
Moribiendou	-	291	-	-	380	30% (2008)

Source : SNC Lavalin Environment (2010) ; étude sociale et environnementale de base, (composante minière) : Volume B - Base sociale et suivi de l'immigration de Simfer (2011). Travail sur le terrain de l'ERM 2022 Base de Données Sociodémographiques de la Région Administrative de Kankan / Inspection Régionale du Plan et du Développement Economique. Projection population des districts et quartiers de N'Zérékoré 2014 à 2025 - INS, Direction Préfectorale du Plan de Beyla ; Ressources en eau et usages dans le périmètre minier de Ouéléba, juin 2022, Enviro Africa Sarl.

<sup>13</sup> Sources : Rapports de suivi de l'immigration due au projet, Simfer (2015-2020) ; Cadre d'immigration de Simadou (2015) ; et chapitre 18 de l'EISE (2012).

<sup>14</sup> Les données du recensement de 2014 sont disponibles au niveau des communes urbaines. Il n'existe pas de données démographiques désagrégées au niveau du secteur ou du quartier.

#### **1.2.3.1.6 Tendances générales**

Bien que la croissance de la population dans toutes les implantations surveillées ait ralenti ces dernières années, toutes ont une population supérieure à celle de 1996. Toutes les implantations, à l'exception de Moribadou et de Nionsomoridou, ont doublé ou triplé leur population au cours de cette période, bien qu'aucune n'ait atteint les niveaux élevés enregistrés entre 2010 et 2012. Le Moribadou a connu une croissance démographique beaucoup plus importante, sa population ayant été multipliée par 8 au cours de cette période. Nionsomoridou, quant à elle, n'a augmenté que de moitié environ depuis 1996. En général, la population combinée des implantations a augmenté à un rythme supérieur au taux de croissance national moyen de la Guinée, bien qu'en 2020, le taux de croissance se soit rapproché de la moyenne nationale.

Les changements de population analysés par rapport à l'activité du projet indiquent l'immédiateté de la réponse des migrants à la possibilité d'opportunités locales associées aux activités de prospection de la mine au fil du temps et à ce jour (voir section 18.3.3.1). Cela suggère qu'il existe un potentiel important pour que les niveaux de migration vers l'intérieur augmentent rapidement à mesure du développement du projet, que la population migrante est mobile, réactive à l'évolution des opportunités et des perceptions des opportunités et habile à changer ses stratégies de subsistance, et que la migration vers l'intérieur en réponse au projet sera elle aussi rapide, étendue et très réactive à l'évolution des opportunités.

Ce point de vue est également étayé par les informations contenues dans le tableau 6.17 de la section 6.3.1 de l'étude socio-économique de base, où les variations de l'emploi formel dans la zone d'étude des MIP entre 2012 et 2022 sont perçues par les parties prenantes comme étant directement associées, dans chaque implantation, à l'évolution des activités du projet. Les parties prenantes interrogées au cours du travail de terrain de 2022 ont indiqué que tous les emplois formels dans la zone d'étude des MIP sont associés au projet et à ses sous-traitants.

Cela suggère également qu'un déclin ou une stabilisation des opportunités économiques locales pourrait provoquer un exode important et rapide, bien que les niveaux élevés d'augmentation de la population autour de 2008-2010 dans la zone d'étude des MIP indiquent que les effets de MIP peuvent se prolonger pendant un certain temps après la cessation des activités d'un projet. Bien que ce phénomène n'ait été observé que dans quelques cas, à une échelle relativement petite et sur une période relativement courte lors de l'EISE de 2012, il semble s'être amplifié en 2022 et est abordé plus en détail à la section 18.3.3.3.

Les petites implantations de Camaradou, Féréboridou et Férédou (CPA 10), situées dans la zone de l'embranchement ferroviaire, ont indiqué, lors du travail de terrain socio-économique de base de 2022, qu'il n'y avait pas eu de changements résultant du projet dans leur zone, car elles sont situées à une certaine distance du site minier, ce qui indique que les implantations moins proches du site minier (et potentiellement de l'embranchement ferroviaire) ne connaissent pas les mêmes augmentations de population en raison des MIP.

#### **1.2.3.1.7 Migration vers l'extérieur**

L'étude socio-économique de base a révélé qu'au cours des dix dernières années, dans toutes les implantations de la zone d'étude des MIP, il y a eu une importante migration vers l'extérieur de jeunes hommes et femmes, en quête d'un emploi et d'une vie meilleure. Les populations ont migré vers Conakry (capitale de la Guinée), le Ghana, le Liberia, la Côte d'Ivoire, le Maghreb ou vers les zones minières de Siguiiri (en Guinée) où les hommes travaillent dans l'orpillage, la maçonnerie, les chantiers de construction ou le transport, tandis que les femmes ont tendance à chercher des emplois domestiques. Certains, principalement des jeunes hommes, tentent d'émigrer illégalement vers l'Europe via l'Afrique du Nord.

#### **1.2.3.1.8 Mobilité et stabilité à l'intérieur des implantations**

Il n'y a pas d'informations claires à ce jour sur la mobilité intra-villageoise. Néanmoins, certaines données suggèrent qu'il pourrait s'agir d'un facteur important et que des augmentations et des diminutions

simultanées de la population de villages voisins pourraient y être liées. La figure 4 de la section 18.3.6 indique que plus de 70 % des migrations dans la zone d'étude des MIP concernent des personnes originaires des préfectures environnantes de la zone d'étude des MIP.

L'étude socio-économique de base a révélé que les villages de Morisangarédou et de Féréboridou connaissent des migrations internes à des fins agricoles : certains ménages se sont installés dans les villages, attirés par la fertilité des sols. De plus, les Peuls, qui sont des éleveurs saisonniers, ont également créé des huttes temporaires en dehors des villages.

Les informations recueillies dans le cadre des activités d'engagement des parties prenantes pour l'étude socio-économique de base indiquent que la population des implantations de la zone d'étude des MIP est généralement stable tout au long de l'année, à l'exception de la période des célébrations traditionnelles (généralement pendant la Tabaski<sup>15</sup> et la fin de la période de récolte, fin novembre, début décembre), lorsque les communautés reçoivent des visiteurs. Wataférédou II a également été signalé comme ayant des visiteurs fréquents dans le village qui viennent chercher des conseils médicaux auprès des guérisseurs traditionnels.

D'après l'étude socio-économique de base réalisée sur le terrain en 2022, les personnes qui n'ont pas déménagé à l'étranger pour travailler (voir section 18.3.3.3) reviennent généralement dans la zone d'étude des MIP pendant la période des récoltes. Certaines personnes reviennent après avoir passé quelques années à l'étranger ou dans d'autres régions de la Guinée.

#### **1.2.3.1.9 Réfugiés**

L'étude socio-économique de base réalisée sur le terrain en 2022 a révélé que des réfugiés des guerres du Libéria, de la Sierra Leone et de la Côte d'Ivoire entre 1989 et 2003 se seraient également installés dans certaines des implantations. Parmi les personnes qui se sont déplacées en raison de la guerre civile, il y avait des personnes originaires des villages, qui avaient auparavant émigré à l'étranger. Certaines personnes vivaient temporairement dans la zone d'étude des MIP et sont retournées dans leur pays de résidence à la fin des guerres ; d'autres se sont installées définitivement dans les villages d'accueil, où elles se sont bien intégrées dans la communauté, selon les informations recueillies lors du travail sur le terrain ERM 2022. On ne dispose pas d'informations quantitatives sur les réfugiés dans la zone d'étude des MIP.

Les représentants des autorités locales interrogés lors de l'étude socio-économique de base réalisée sur le terrain en 2022 ont confirmé qu'une partie de l'augmentation de la population était attribuée :

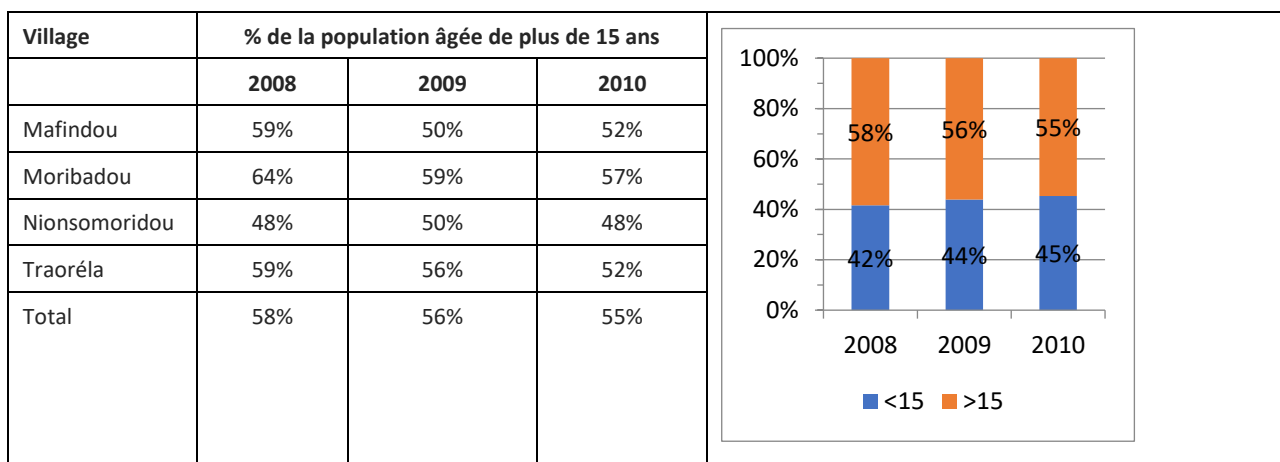
- à des migrations en provenance de zones de conflits internationaux et nationaux ; le terme « migration » fait référence à :
  - l'afflux de réfugiés du Liberia et de la Sierra Leone, qui s'est produit il y a plus de 10 ans et qui était évident dans les 5 % de population née à l'étranger enregistrés en Guinée en 1997, comparé à 1,50 % dans le recensement de 2014
  - les conflits sociaux ou les guerres tribales en Guinée qui ont provoqué la migration des populations vers la préfecture de Macenta au cours de la dernière décennie, comme l'a noté l'EISE 2012 (aucune guerre tribale n'a été mentionnée au cours du travail de terrain de l'ERM 2022 comme se produisant dans la zone d'étude des MIP)
- les migrants à la recherche d'opportunités liées au projet, éventuellement en provenance de l'étranger : les parties prenantes interrogées lors du travail de terrain de l'ERM 2022 à Kérouané ont mentionné l'arrivée de migrants en provenance du Mozambique et de la Guinée équatoriale. Cependant, la plupart d'entre eux sont des ressortissants guinéens qui sont retournés dans leur pays d'origine au cours des dix dernières années, après avoir entendu parler du projet, dans l'espoir de trouver un emploi.

---

<sup>15</sup> La Tabaski est le nom donné en Afrique de l'Ouest et du Centre à l'Aïd al-Adha ou Aïd el-Kebir, l'une des deux principales fêtes célébrées dans l'Islam. Sa date change chaque année.

#### 1.2.4 Âge et immigration

Au niveau de l'implantation, le pourcentage de personnes âgées de plus et de moins de 15 ans entre 2008 et 2010 dans les quatre villages étudiés est indiqué dans la figure 18A.3. Cela montre que dans les villages étudiés, bien qu'il y ait eu des variations au cours de la période, avec des augmentations de jeunes dans certains villages et certaines années et des diminutions dans d'autres, dans l'ensemble il y a eu une légère augmentation de 43 à 45 % de personnes âgées de moins de 15 ans. Cela suggère soit que des migrants arrivent avec leurs enfants soit que des mineurs non accompagnés migrent seuls à la recherche d'un emploi.



**Figure 3 Pourcentage de résidents de 15 ans et plus, entre 2008 et 2010**

Dans la zone du projet, sur la période 2008-2010, 45 % de la population des villages ruraux (et 43 % dans la ville de Beyla) ont moins de 15 ans. La proportion de la population âgée de plus de 30 ans diminue rapidement avec l'augmentation de l'âge. Il en résulte un taux de dépendance élevé<sup>16</sup>, qui pèse lourdement sur la population en âge de travailler. Le taux de dépendance moyen est de 1,08 dans l'UC de Beyla (près de 11 personnes inactives pour 10 personnes actives). Le taux de dépendance est plus élevé (1,6) dans la CRD de Nionsomoridou.

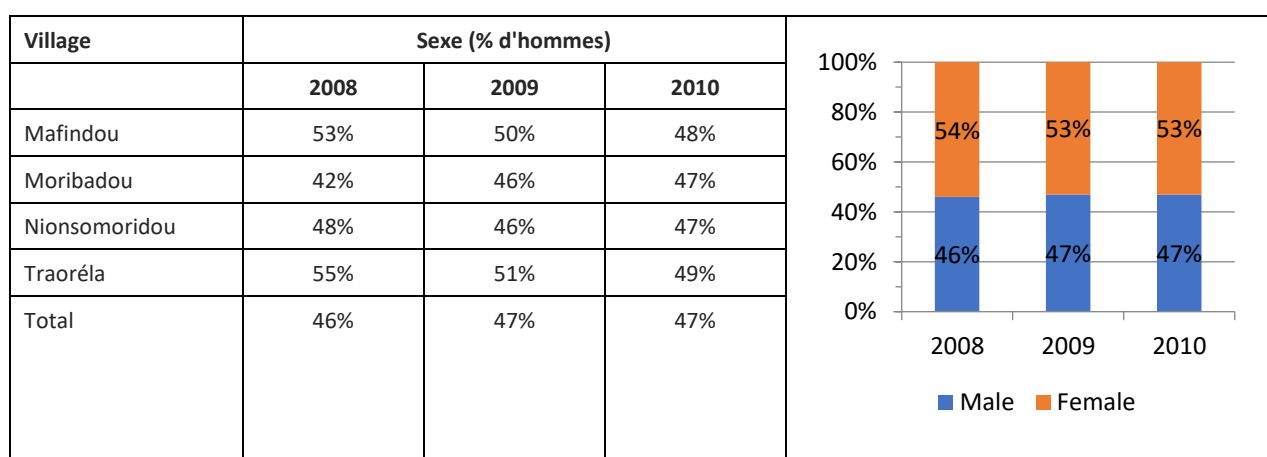
Au niveau national, la population guinéenne est jeune avec un âge médian de 19,1 ans<sup>17</sup>. Au début de l'année 2022, selon les indications de l'étude socio-économique de base, environ 55 % de la population totale de la Guinée était âgée de moins de 15 ans, 42 % était âgée de 15 à 64 ans et seulement 3 % était âgée de plus de 65 ans. Il n'y a pas eu de changements substantiels dans la répartition entre les tranches d'âge au cours de la période de quatre ans 2017-2020. Le tableau 6.1 de l'étude socio-économique de base présente l'évolution de la population en âge de travailler (plus de 15 ans), par sexe, entre 2014 et 2019. La population en âge de travailler a augmenté régulièrement au fil des ans ; les chiffres ont augmenté d'environ 16,40 % en 2019 par rapport à 2014.

<sup>16</sup> Le taux de dépendance est calculé en divisant le nombre de personnes âgées de moins de 18 ans et de plus de 64 ans par le nombre de personnes âgées de 18 à 64 ans, puis en multipliant le résultat par 100. Par exemple, un taux de dépendance de 0,9 signifie qu'il y a neuf personnes à charge pour dix personnes en âge de travailler.

<sup>17</sup> Population de la Guinée en 2022 (démographie, cartes, graphiques). Extrait de : <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/median-age>.

### 1.2.5 Sexe et migration intérieure

Au niveau des implantations, l'équilibre entre les sexes des résidents d'une sélection de villages étudiés entre 2008 et 2010 est présenté dans la figure 3 et les chiffres pour 2020-2021 pour les préfectures de la zone du projet, ainsi que les projections pour 2024 et 2025 sont présentés dans les tableaux 4.7 et 4.8 de l'étude socio-économique de base. Comme pour la répartition par âge, il y a eu des variations entre les villages et dans le temps, mais dans l'ensemble, il y a eu peu de changements dans la répartition des sexes dans les villages étudiés. Cela suggère que l'immigration n'a pas eu d'impact significatif sur l'équilibre entre les hommes et les femmes dans la région. Cela est surprenant étant donné que l'on pourrait s'attendre à ce que la majorité des migrants entrants soient des hommes à la recherche d'un emploi. Toutefois, cela pourrait indiquer soit qu'environ la moitié des nouveaux migrants sont des femmes à la recherche d'un emploi, soit que les hommes à la recherche d'un emploi emmènent leurs épouses et leurs familles avec eux lorsqu'ils migrent dans la région. Comme indiqué à la section 18.3.3.4, il se peut également que bon nombre des nouveaux arrivants aient été (et soient) d'anciens résidents revenant dans la région, des ménages s'installant dans la région attirée par les opportunités agricoles ou des familles peules s'installant temporairement.



**Figure 4 Répartition par sexe de 2008 à 2010**

La proportion de femmes dans les quatre villages sur la période 2008-2010 était légèrement supérieure à la moyenne nationale à l'époque de 48 % (en Guinée en 2005, le ratio hommes/femmes était de 0,92 (92 hommes pour 100 femmes) mais similaire à la moyenne rurale de 47 %. Dans les régions rurales les plus pauvres, les hommes et, dans une moindre mesure, les femmes quittent fréquemment leur communauté d'origine à la recherche d'un emploi. Ces mouvements de population liés au travail peuvent se produire quotidiennement vers des destinations situées dans la même région et, sur une base saisonnière ou à plus long terme, vers d'autres régions du pays ou vers les pays voisins. Toutefois, les données collectées et incluses dans l'EISE 2012 indiquent que la plupart des personnes qui travaillent en dehors de leur communauté d'origine le font à proximité de leur village<sup>18</sup>. Cela suggère que les opportunités consistent principalement en un travail journalier à court terme, par exemple en tant qu'ouvrier agricole rémunéré.

Les parties prenantes interrogées lors étude socio-économique de base réalisée sur le terrain en 2022 ont indiqué que les emplois formels sont principalement occupés par des hommes adultes et qu'aucune femme

<sup>18</sup> SNC Lavalin Environnement (2010). Étude sociale et environnementale de base, Projet Simandou - Composante minière.

n'a été signalée comme ayant un emploi salarié dans la plupart des localités. Des exceptions existent dans les villes de Beyla, Kerouané et Nionsomridorou, où certaines femmes travaillent dans les secteurs de la santé, de l'administration et de l'éducation. Les parties prenantes engagées lors du travail de terrain de l'ERM 2022 ont indiqué qu'à Beyla, les femmes adultes sont plus susceptibles d'être impliquées dans le petit commerce<sup>19</sup> que les filles de moins de 18 ans. Comparé au niveau national où les femmes représentaient 43,90 % du taux de participation à la population active en 2018/2019, le niveau d'emploi des femmes dans la zone d'étude des MIP est très faible. Parmi les ménages ruraux dirigés par des femmes, la plupart vivent en dessous du seuil de pauvreté. Dans la zone d'étude des MIP, peu de ménages sont dirigés par des femmes, la majorité l'étant par des hommes.

De 2014 à 2020, les femmes sont plus nombreuses que les hommes au niveau national, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Le rapport des sexes<sup>20</sup> de la population totale du pays (calculé dans l'étude socio-économique de base sur la base des données présentées) pour 2020 est de 0,94, soit 941 hommes pour 1 000 femmes. Toutefois, les données du portail de données des Nations unies font état d'un rapport de 1,04 pour 2020, ce qui est plus proche du rapport des sexes mondial actuel de 1,0521. Les données de l'enquête de projet de 2020 indiquent que, conformément aux chiffres nationaux, la population de la zone d'étude des MIP est de plus en plus féminisée, car les hommes chefs de famille quittent de plus en plus la région pour chercher des débouchés économiques ailleurs.

#### 1.2.6 Identité et migration intérieure

L'étude socio-économique de base indique qu'il existe 24 groupes ethniques en Guinée, le groupe le plus important étant les Peuls (40 % de la population), qui vivent principalement dans la région du Fouta Djallon, dans le centre de la Guinée. Les Mandingues (connus en Guinée sous le nom de *Malinkés*) représentent 30 % de la population et vivent principalement dans l'est de la Guinée. Les Susa (20 % de la population) vivent dans la zone côtière du nord-ouest de la Guinée. Les habitants de la région naturelle de Guinée Forestière, dans le sud du pays, sont constitués de nombreuses minorités ethniques, dont les Konianké (un sous-groupe des Mandinka ou Malinké), les Kissi, les Guerzé, les Diakhanke, les Loma, les Kuranko, les Yalunka et les Gberese. Il y a également environ 10 000 non-Africains en Guinée ; cependant, la source de données ne précise pas leur appartenance ethnique ou leur lieu d'origine<sup>22</sup>.

La figure 4 montre l'origine ethnique des résidents de quatre villages étudiés en 2010. Ces données suggèrent une corrélation positive entre les migrations entrantes et la diversité ethnique, comme l'illustre la figure 5. En 2010, Moribadou était nettement plus diversifié sur le plan ethnique que les autres villages, suivi par la ville de Beyla.

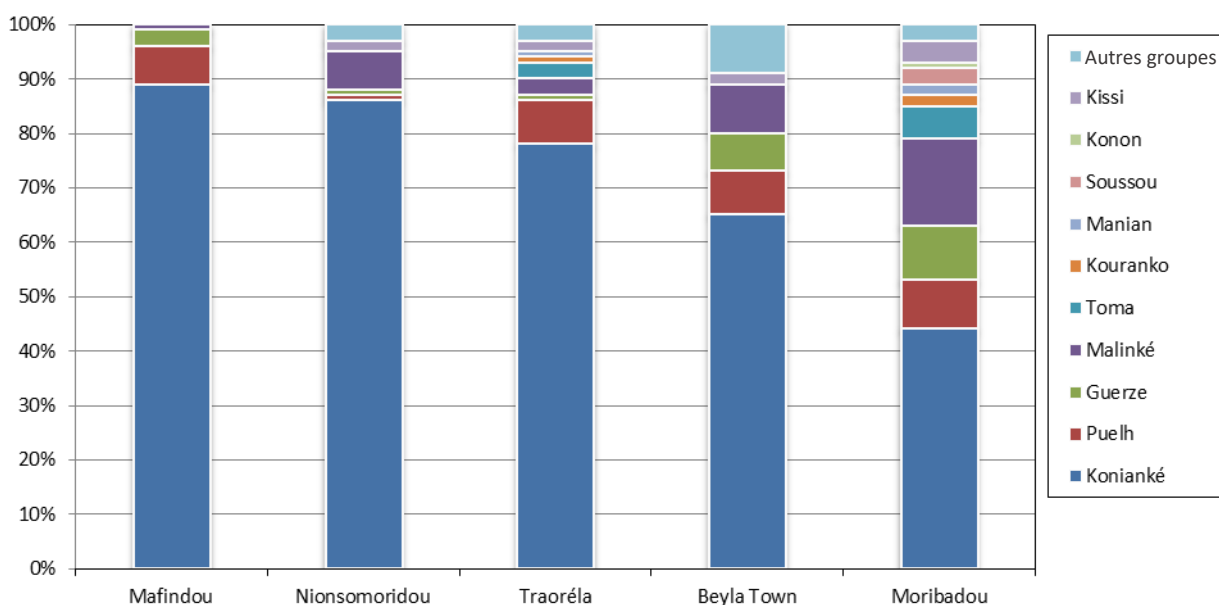
---

<sup>19</sup> Le petit commerce consiste à vendre et à acheter des marchandises sur des marchés à petite échelle.

<sup>20</sup> Le rapport des sexes est le rapport entre le nombre de femmes et le nombre d'hommes dans une population.

<sup>21</sup> Portail de données des Nations unies, Division de la population, Perspectives de la population mondiale : La révision de 2022. Données extraites de : [WPP2022\\_Data\\_Sources.pdf \(un.org\)](#) (consulté le 25 octobre 2022).

<sup>22</sup> Données extraites de : [Guinea Population 2022 \(Live\) \(worldpopulationreview.com\)](#) (consulté le 23 novembre 2022).



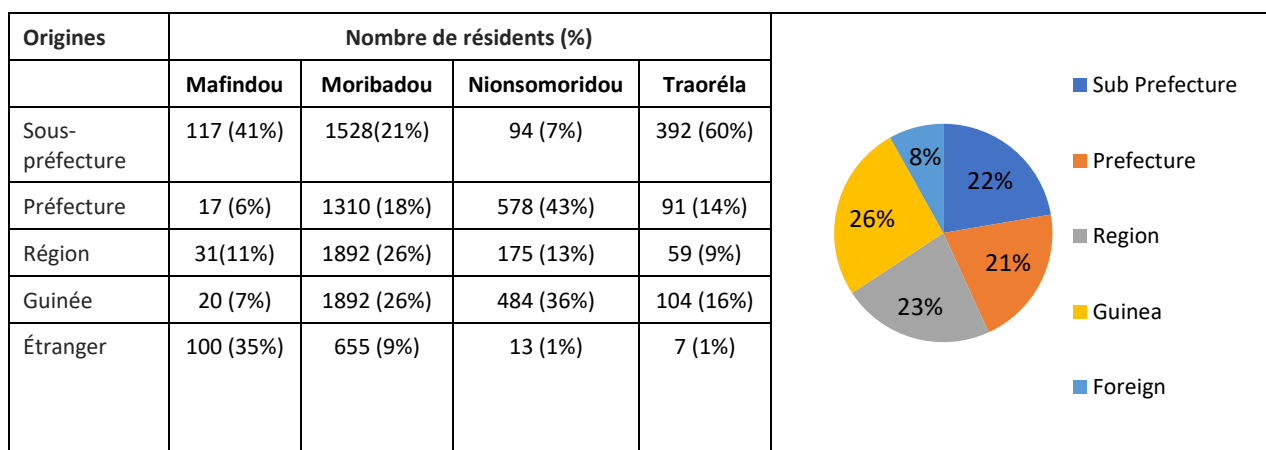
**Figure 5 Diversité ethnique en pourcentage de la population totale des implantations en 2010**

Des données complémentaires issues des enquêtes réalisées au moment de l'EISE 2012 ont indiqué que la croissance continue de la population à Moribadou à l'époque s'était accompagnée d'une augmentation de la diversité ethnique, tandis que la stabilisation de la population dans d'autres villages s'était accompagnée d'une réduction de la diversité, la majorité des migrants ayant quitté Mafindou et Nionsomoridou entre 2009 et 2010 étant issus d'un seul groupe (les Malinkés). La diversité ethnique à Traoréla s'est également réduite entre 2009 et 2010, parallèlement à une diminution significative de la population immigrée. Les données relatives à la ville de Beyla suggèrent également une corrélation positive entre l'immigration et la diversité ethnique. Alors que Beyla était largement peuplée par un groupe ethnique historiquement dominant, une augmentation significative de l'hétérogénéité ethnique s'est produite en 2012 avec les flux migratoires et de réfugiés.

La figure 6 illustre les zones d'origine des migrants dans les implantations étudiées en 2012 en fonction des zones administratives, s'étendant de la zone du projet vers l'extérieur et exprimées en pourcentage de la population migrante totale.

Les données des enquêtes sociales pour la mine examinées dans le cadre de l'EISE 2012 indiquent que dans l'ensemble, dans la zone à l'est du Pic de Fon, 32 % des personnes ne sont pas nées dans leur village de résidence. Parmi eux, 17 % avaient migré dans la région moins de cinq ans auparavant, pendant la période de croissance des activités du projet.

La relation positive entre l'immigration et l'augmentation de la diversité ethnique en général impliquait à l'époque que les migrants provenaient d'une zone géographique relativement étendue. Cependant, les données des villages étudiés suggèrent qu'un pourcentage relativement élevé de migrants vers la zone minière sont originaires de leur sous-préfecture ou préfecture locale, ce qui indique une dimension locale significative de la migration dans ce cas. C'est également ce qu'a indiqué l'étude socio-économique de base réalisée sur le terrain dans le cadre de l'EIES 2023 (voir section 18.3.7). La nature localisée des migrations entrantes signifie qu'il peut être plus facile pour les migrants de retourner dans leur village d'origine si leurs attentes ne sont pas satisfaites.



**Figure 6 Zones d'origine des migrants 2012**

En 2012, un pourcentage important (environ 35 %) des migrants entrants à Mafindou (CPA 8) et dans une moindre mesure (près de 10 %) à Moribadou (CPA 2) étaient originaires de pays étrangers, notamment du Libéria, de la Côte d'Ivoire et de la Sierra Leone. Le pourcentage relativement élevé de migrants étrangers dans des villages spécifiques a suggéré que les migrants étrangers se regroupent au sein de communautés spécifiques en fonction de leur pays d'origine ou de leur statut d'étranger, ce qui semble également expliquer le pourcentage relativement élevé de migrants entrants originaires de la catégorie « autres régions de Guinée » à Moribadou et Nionsomoridou, ainsi que le pourcentage inhabituellement élevé de migrants originaires de la préfecture de Beyla à Nionsomoridou.

À partir de 2022, l'étude socio-économique de base note que les migrations en provenance de pays étrangers (économiques ou de réfugiés) ont considérablement diminué depuis 2012. Les migrants de cette période sont rentrés chez eux ou sont bien intégrés dans les implantations existantes (voir les sections 18.3.35 et 18.3.1).

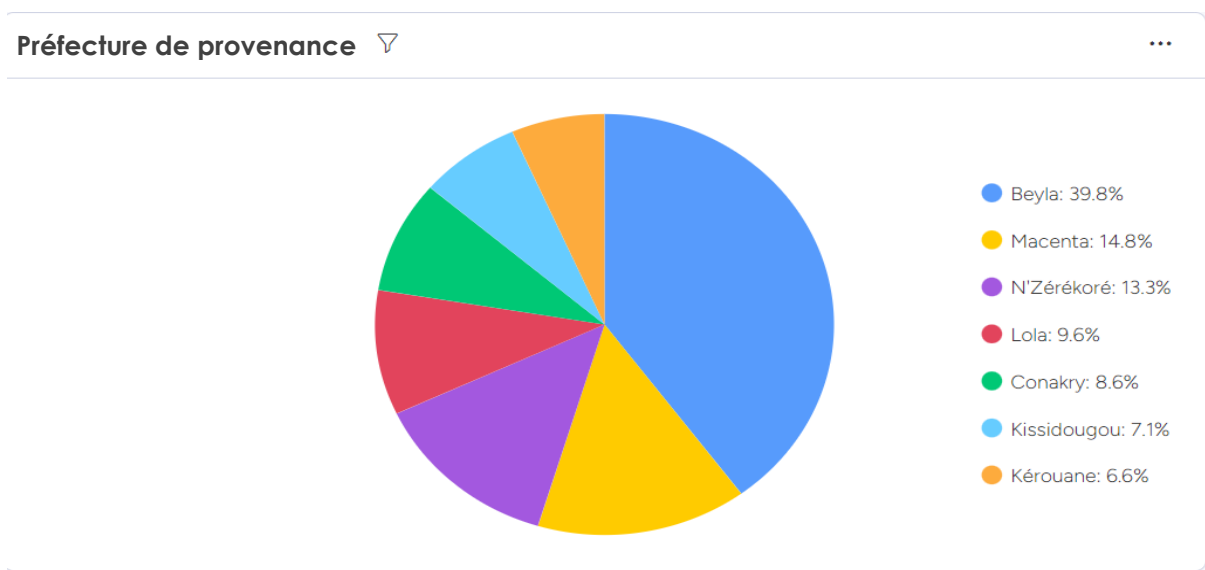
De même, en ce qui concerne les demandeurs d'emploi guinéens, le retour d'information des parties prenantes dans le cadre de l'étude socio-économique de base réalisée sur le terrain en 2022 indique que, bien que les demandeurs d'emploi viennent de toute la Guinée, qu'ils aient des origines, des ethnies, des religions et des nationalités différentes et qu'ils soient logés dans les implantations situées autour du projet, aucun problème n'a été signalé entre les demandeurs d'emploi et les résidents locaux de la zone d'étude des MIP (bien que d'autres impacts négatifs sur la cohésion communautaire aient été signalés, tels que l'augmentation de la criminalité, du tabagisme et de la propagation des maladies). Bien qu'il ait été noté qu'il existait un certain conflit entre les employés et les chômeurs, cela ne semblait pas être spécifiquement lié au fait que l'une ou l'autre des parties était locale ou immigrée. L'étude socio-économique de base (voir section 7.2.2) a révélé que les demandeurs d'emploi viennent chercher du travail dans le cadre du projet et finissent généralement par devenir locataires dans les localités suivantes :

- Moribadou : dans les quatre nouveaux quartiers du village (Belleville, Madina, Kennedy et Hèrèmakono) où se trouvent la plupart des demandeurs d'emploi, environ 20 % des ménages sont des locataires (les demandeurs d'emploi ne possèdent généralement pas de terres).
- Nionsomoridou : environ 5 % des ménages sont locataires (d'une chambre ou d'une maison) et représentent généralement des demandeurs d'emploi.



- Foma : environ 2% des ménages sont des locataires, représentant les ménages qui ne possèdent pas de terre ou qui n'ont pas assez de ressources pour construire leur propre maison.
- Ville de Kérouané : environ 10 % des ménages sont des locataires, généralement des migrants et des fonctionnaires venus s'installer en ville.

La figure 7 montre les lieux de départ des migrants qui ont migré dans la zone d'étude des MIP à partir de 2022 et indique que les migrants sont presque entièrement originaires d'autres parties de la Guinée plutôt que de l'extérieur du pays et que, parmi eux, plus de 70 % représentent une mobilité d'introduction dans les préfectures environnantes du projet, avec environ 15 % des migrants entrants partant de lieux plus éloignés tels que Conakry.



**Figure 7 Zones d'origine des migrants 2022**

La section 4.2.4 de l'étude socio-économique de base indique que le groupe ethnique majoritaire dans la zone d'étude des MIP est le groupe Konianké, un sous-groupe du groupe ethnique Malinké. Cependant, au cours des dix dernières années, on a assisté à une importante migration de différentes ethnies vers Beyla et Moribadou (principalement en raison de demandeurs d'emploi liés au projet), ce qui a entraîné une diminution de la proportion de la population konianké dans la zone d'étude des MIP. À Beyla et dans d'autres centres urbains, la population est plus diversifiée sur le plan ethnique et donc moins homogène que dans les villages ruraux.

Parmi les autres groupes ethniques présents dans la zone d'étude des MIP figurent les Toma, les Guerzé et les Kissi, généralement appelés « Forestiers », les habitants de la forêt. Les Guerzé vivent dans la partie sud-est de la région de N'Zérékoré et dans la préfecture de Beyla. Ils sont principalement agriculteurs et, au fil des ans, ont développé des pratiques agricoles spécifiques et entretenu des champs fertiles dans des villages riches. Les Toma sont originaires des zones de savane des préfectures de Kankan et de Kérouané et vivent aujourd'hui principalement dans les zones forestières du centre de la région de N'Zérékoré, y

compris dans les préfectures de Beyla et de Macenta. Les villages dans lesquels ils se sont installés comprennent, entre autres, Foma<sup>23</sup>.

De petits groupes de Peuls migrants, dont la plupart pratiquent l'élevage, se trouvent à proximité des forêts de la région de N'Zérékoré. Dans certains cas, ils se sont installés de façon permanente dans la région naturelle de la Guinée forestière et autour de la chaîne du Simandou, attirés par les conditions favorables à l'élevage. En 1908, le village de Morisangarédou a été fondé par un Peul et les Peuls constituent toujours le principal groupe ethnique de cette communauté. Un autre groupe ethnique est celui des « Peuls de Bassano » qui sont des Peuls sédentarisés ; ils ont adopté la langue konianké et ont été assimilés à ce groupe. Certains Peuls qui ne vivent pas en permanence dans la région sont installés une partie de l'année dans des implantations temporaires situées à proximité de certaines implantations de la zone d'étude des MIP. La population de la région administrative de N'Zérékoré est composée de plusieurs groupes ethniques, notamment les Konianké, les Guerzé, les Toma, les Manian et le Peul, et se caractérise par sa diversité ethnique. La section 4.2.5 de l'étude socio-économique de base indique que les relations interreligieuses et interethniques sont globalement assez bonnes, mais qu'une certaine discrimination limitée à l'encontre des Peuls a été reconnue lors du travail de terrain de l'EISE 2012 et de l'étude socio-économique de base 2022.

Des affrontements interethniques entre les Guerzé et les Konianké dans la région naturelle de la Guinée forestière ont causé la mort de plus de 50 personnes en 2013<sup>24</sup> autour de N'Zérékoré. Cependant, l'engagement des parties prenantes lors du travail de terrain de l'étude socio-économique de base de 2022 a indiqué qu'il n'y avait pas de conflits ou de tensions de ce type à l'heure actuelle.

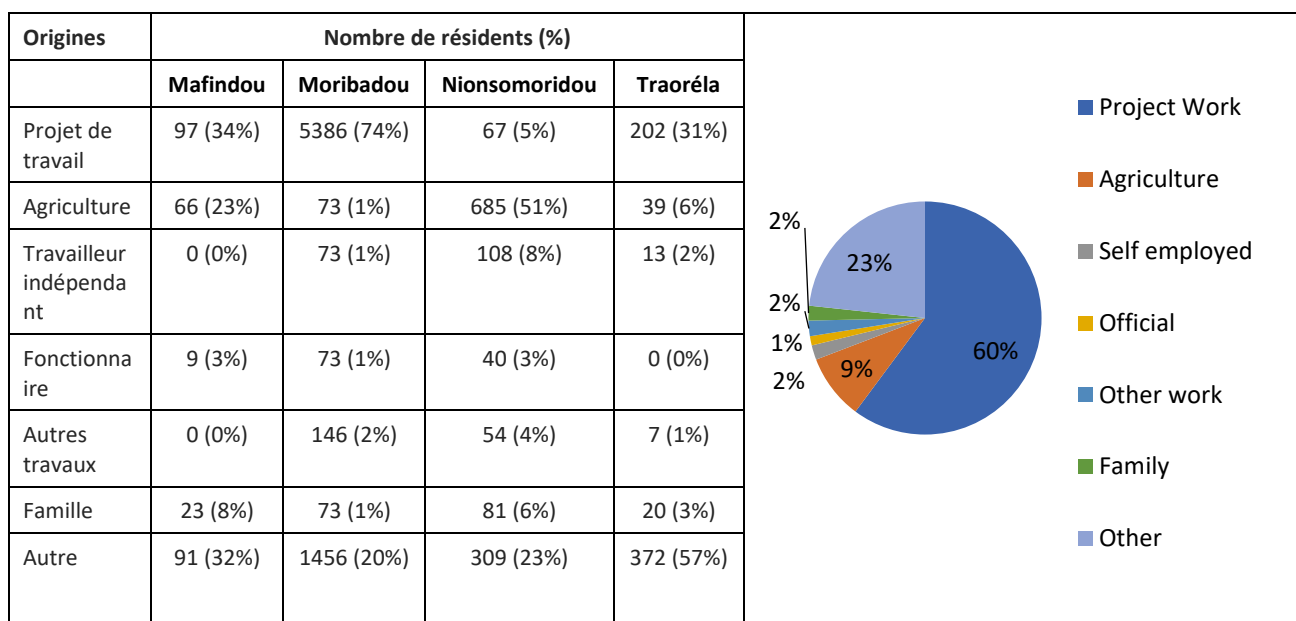
### 1.2.7 Motivations économiques des immigrants

Les motivations économiques déclarées des ménages migrants dans les implantations, telles qu'elles figurent dans l'EISE de 2012, sont illustrées graphiquement dans la figure 8.

---

<sup>23</sup> Étude d'impact social et environnemental (EISE), mine de Simandou Mine, Rio Tinto, Chalco et la SFI, août 2012.

<sup>24</sup> Source : Institut d'études de sécurité. Données extraites de : [At each other's throats: Konianke and Guerze clashes in Guinea's Forest Region - ISS Africa](#) (consulté le 25 novembre 2022).



**Figure 8 Motivations économiques des ménages migrants 2012**

Les données suggèrent que, dans l'ensemble, la possibilité d'un emploi dans le cadre du projet constitue la motivation économique la plus importante pour les migrants qui s'installent dans la zone du projet, avec une moyenne de 60 % des migrants entrants qui déclarent que la possibilité de travailler avec Simfer est la raison de leur venue. L'agriculture représente la seule autre raison significative invoquée, et ce uniquement dans certains villages. Cependant, d'autres motivations économiques peuvent avoir été cachées par une vaste catégorie résiduelle d'« autres raisons ». Parmi les personnes qui ont émigré à Beyla au cours des 20 dernières années (en 2012), les enquêtes suggèrent que 49 % d'entre elles sont venues en raison des possibilités d'emploi offertes par le projet (qu'il s'agisse d'emplois existants ou potentiels)<sup>25</sup>.

La figure 8 montre clairement que la possibilité d'un emploi dans le cadre du projet était une motivation majeure pour les migrants de Moribadou (CPA 2), par rapport aux autres villages. D'autres données indiquent qu'environ 93 % des chefs de famille migrants se sont installés à Moribadou à la recherche d'un travail sur le projet. On considère qu'il s'agit d'un effet direct de la proximité de Moribadou au camp d'exploration de Canga East. Il contraste également avec un niveau d'intérêt pour l'agriculture anormalement bas par rapport aux villages voisins. Cela confirme l'observation selon laquelle, à l'époque, Moribadou était en train de devenir un site important d'immigration en relation avec le projet, et cette observation a été confirmée par l'évolution de la population de Moribadou au fil du temps, comme l'illustre la figure 2.

Les représentants des autorités locales interrogés lors du travail sur le terrain de l'étude socio-économique de base de 2022 ont indiqué que les raisons de l'augmentation de la population au cours des dernières années étaient les suivantes :

- la disponibilité locale de terres agricoles et de pâturages et les possibilités de chasse saisonnière ;
- les opportunités économiques dans la région, notamment liées à la présence du projet ;
- les migrants à la recherche d'opportunités liées au projet, éventuellement en provenance de l'étranger : les parties prenantes interrogées lors du travail de terrain de l'ERM 2022 à Kérouané ont mentionné l'arrivée de migrants en provenance du Mozambique et de la Guinée équatoriale. Cependant, la plupart d'entre eux sont

<sup>25</sup> SNC Lavalin Environnement (2010). Étude sociale et environnementale de base, Projet Simandou - Composante minière.

des ressortissants guinéens qui sont retournés dans leur pays d'origine au cours des dix dernières années, après avoir entendu parler du projet, dans l'espoir de trouver un emploi ;

- Foma : migration interne, résultant de l'exploitation minière artisanale et des possibilités d'emploi offertes par le projet ;
- Moribadou : implantation la plus proche du camp de Canga Est, où de nombreux travailleurs de Rio Tinto Simfer se sont installés de manière permanente et/ou louent temporairement des logements.

Dans toute la zone d'étude des MIP (à l'exception de Traoréla), l'emploi informel est le plus courant, l'agriculture étant la principale source de ce type d'emploi pendant la saison des pluies, qui dure de mai à octobre, et l'exploitation minière artisanale pendant la saison sèche, qui s'étend de novembre à avril. L'emploi salarié est limité car il est généralement plus fréquent dans les zones urbaines où l'on trouve davantage d'industries, de commerces et de services. Néanmoins, l'étude socio-économique de base note qu'il a été observé au fil des ans que les moyens de subsistance traditionnellement basés sur l'agriculture de subsistance commencent à évoluer vers l'emploi salarié. Cette évolution est évidente dans les zones rurales entourant la mine, où la population locale a été employée pour les premières activités de la phase d'exploration. De plus amples informations sur les activités de subsistance et l'emploi salarié sont disponibles dans l'étude socio-économique de base.

L'anticipation de vastes possibilités d'emploi salarié liées au projet a suscité des attentes accrues au sein de la population locale en matière d'emploi et un afflux de demandeurs d'emploi dans la zone d'étude des MIP<sup>26</sup>. Ces attentes ont été clairement exprimées par les parties prenantes interrogées dans le cadre du travail de terrain de l'étude socio-économique de base en 2022. Les parties prenantes des différentes implantations ont soulevé la question du travail dans le cadre du projet et tous les villages ont fait part de leurs attentes en matière d'opportunités d'emploi et de développement des compétences, en particulier pour les jeunes. Les femmes et les jeunes de Wataférédou I, Lamadou, Foma, Morisangarédou et Moribiendou considèrent spécifiquement que le nombre de jeunes de la zone d'étude des MIP employés à la mine est trop faible et qu'un plus grand nombre de jeunes devraient être employés, et à Beyla, il a été déclaré que les attentes en matière d'emploi ne sont pas satisfaites en raison d'obstacles dans le processus de sélection (en particulier l'exigence d'une expérience antérieure).

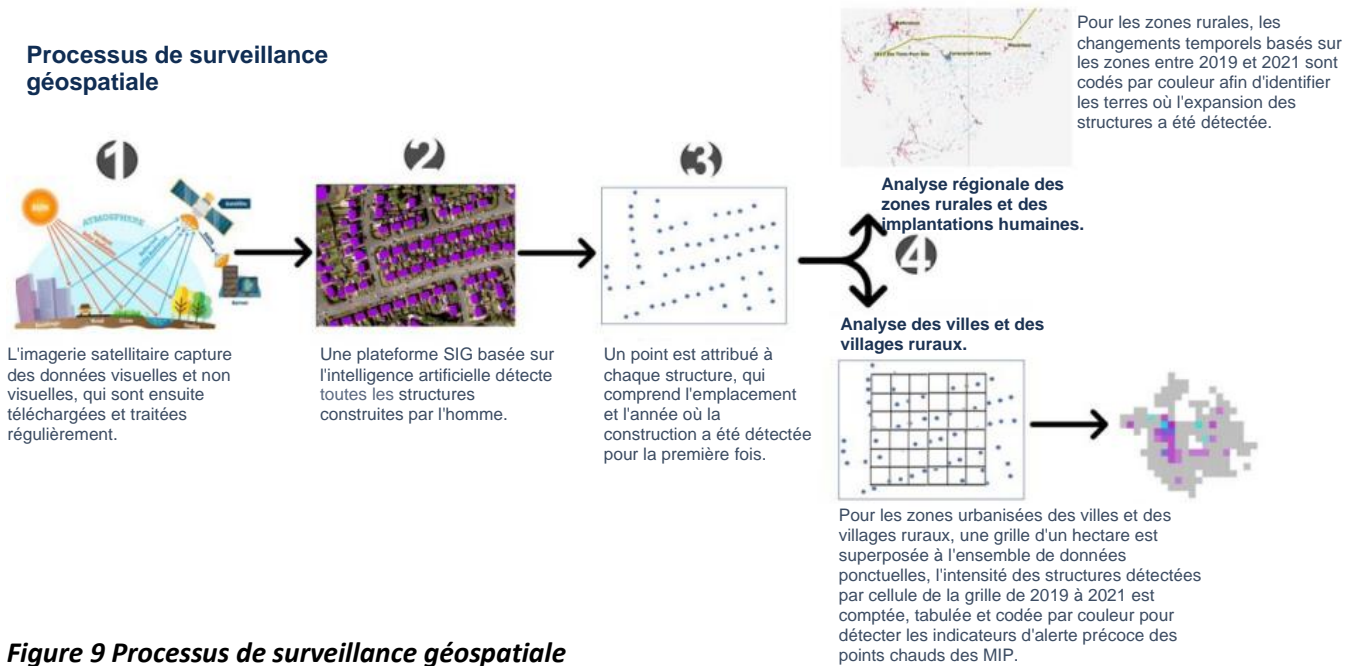
---

<sup>26</sup> Étude d'impact social et environnemental (EISE), mine de Simandou Mine, Rio Tinto, Chalco et la SFI, août 2012.

### 1.3 Base géospatiale

Les informations suivantes résument les résultats de la surveillance géospatiale de l'éventuelle migration induite par le projet dans la zone d'étude des MIP entre novembre 2019 et septembre 2021 et entre octobre 2021 et avril 2022. Le processus de surveillance géospatiale est expliqué dans la figure 9. Les définitions suivantes sont utilisées dans le processus de surveillance :

- Empreinte urbaine : Une empreinte urbaine est une représentation spatiale de l'étendue totale combinée de toutes les structures, clairières et infrastructures créées par l'homme et associées à une implantation humaine, qui peut être identifiée à l'aide d'images satellite. Généralement représentée par des surfaces non végétalisées.
- Croissance de l'implantation : Il s'agit de la *variation de l'étendue de l'empreinte urbaine* identifiée à partir d'images satellite à moyenne résolution entre deux dates d'évaluation.
- Croissance des structures : *Variation numérique* du nombre de structures/bâtiments identifiés à partir d'images satellite à haute résolution entre deux dates d'évaluation.



**Figure 9 Processus de surveillance géospatiale**

La zone pertinente couverte par les activités de surveillance géospatiale pour le présent rapport de base des MIP est illustrée à la figure 10, qui montre la zone de surveillance pour l'analyse régionale des implantations rurales et l'étendue de la zone de détection de l'expansion des zones rurales et des implantations, et illustre ainsi les implantations où des augmentations des structures entre 2019 et 2021 ont été surveillées.

Les données géospatiales peuvent indiquer les points chauds des MIP en présentant des « signatures de MIP ». Il s'agit de zones où l'expansion de l'implantation présente des schémas distincts en corrélation avec un développement rapide et non planifié, généralement associé à une migration rapide et incontrôlée vers l'intérieur.

- Avant la découverte des ressources minérales, le développement spatial des villes et des villages ruraux a tendance à avoir des limites périurbaines distinctes.

- Phase de découverte et d'exploration - les villes et les villages ruraux se développent dans les zones les plus proches de la mine, et le modèle de développement spatial est généralement influencé par les autorités traditionnelles et/ou locales. Les limites périurbaines commencent à être moins bien définies.
- De la phase d'exploration à la phase de faisabilité - l'expansion augmente rapidement et les nouveaux développements commencent à se connecter aux zones existantes. Le contrôle des autorités traditionnelles et/ou locales sur l'influence du développement spatial s'affaiblit.
- De la faisabilité à la phase de construction - l'expansion se poursuit rapidement. Les limites périurbaines définies se perdent et deviennent tentaculaires et non planifiées. Le remplissage se produit, ce qui suggère que le coût des terrains a augmenté et/ou que les autorités conservent un contrôle limité.
- Phase de pré-construction - la nouvelle expansion commence à s'étaler selon un schéma manifestement non planifié, ce qui suggère que l'immigration augmente de façon exponentielle. Les zones périurbaines connaissent un développement rapide.
- Phase de construction - les autorités traditionnelles et/ou locales perdent le contrôle du modèle de développement spatial. Un développement rapide et non planifié s'étend sur toutes les terres accessibles. Les taux d'immigration augmentent de façon exponentielle.

La figure 11 illustre l'étendue des structures et des nouvelles zones d'expansion de l'habitat dans les zones rurales et les zones d'habitat autour de Kérouané et de Bananko à proximité de l'embranchement ferroviaire pour 2019, 2020 et 2021. La figure 12 montre la même chose pour les zones de Beyla et Moribadou. Les figures montrent qu'aucune signature de MIP évidente n'a été détectée à la fin de l'année 2021.

La figure 13 illustre l'évolution de l'intensité des structures dans les quatre localités de Beyla, Moribadou, Kérouané et Bananko. Les chiffres montrent qu'à la fin de l'année 2021, des nouveaux développements à Kérouané et à Bananko avaient lieu dans l'empreinte des implantations et se produisaient à une intensité relativement faible, sans qu'aucune signature de MIP ne soit détectée. Pour Beyla et Moribadou, les chiffres indiquent une situation similaire, mais dans les deux implantations, il y avait des points chauds de MIP possibles qui nécessitent un suivi plus approfondi (les zones des cases roses et rouges).

Les figures 15 et 16 montrent le taux d'augmentation en pourcentage des structures dans une sélection d'implantations de la zone d'étude des MIP.

- Les augmentations de structures pour les sites de surveillance présélectionnés les plus importants autour de la mine (figure 15) indiquent des taux de changement plus élevés au cours de la première période de surveillance entre 2019 et 2021, par rapport à la période d'avril 2021 à avril 2022.
- Les petits sites de surveillance présélectionnés autour du site minier (figure 16) ont montré des augmentations de structures en % plus prononcées entre avril 2021 et avril 2022 que les sites plus importants.
- Aucune augmentation significative de structures n'a été détectée dans les villes et villages situés entre Beyla et Kérouané, mais les petites villes ont été plus susceptibles de s'étendre au cours de cette période que les grandes villes.
- Beyla et Kérouané ont connu une croissance substantielle de leurs structures entre 2019 et 2022. Cependant, bien qu'elles aient toutes deux montré une légère augmentation du nombre de structures entre 2021 et 2022, une croissance notable a eu lieu entre 2019 et 2021.

Beyla, Moribadou, Kérouané Town et Boola ont également fait l'objet d'un suivi de l'expansion de l'empreinte en termes d'augmentation d'hectares (voir figure 14). Les résultats de la surveillance indiquent

que la majeure partie de l'expansion de la zone a été détectée en avril 2021 ; très peu d'expansion a été détectée en octobre 2021 ou en avril 2022.

- Beyla a connu une croissance de 24,4 % entre 2019 et 2022, mais l'essentiel de cette croissance a eu lieu en 2019-2020 (croissance de 15 %), l'année suivante la croissance a été deux fois moindre (7 %) et pour la période 2021-2022 la croissance n'a été que de 0,3 %.
- Moribadou s'est étendu de 13 % entre 2019 et 2022. Toutefois, comme pour Beyla, la majeure partie de l'expansion a eu lieu entre 2019 et 2020 (13 %), l'année suivante n'a représenté qu'un tiers de ce montant (3,2 %) et pour 2021-2022, l'expansion s'est limitée à 0,2 %.
- Kérouané Town et Boola ont augmenté de 22,8% et 11,5% respectivement 2019-2022 mais ont eu 0% d'augmentation pour la période 2021-2022. Les années précédentes pour Boola étaient 2019-2020 6%, 2020-2021 5% et pour la ville de Kérouané étaient 2019-2020 14,7% et 2020-2021 8%.

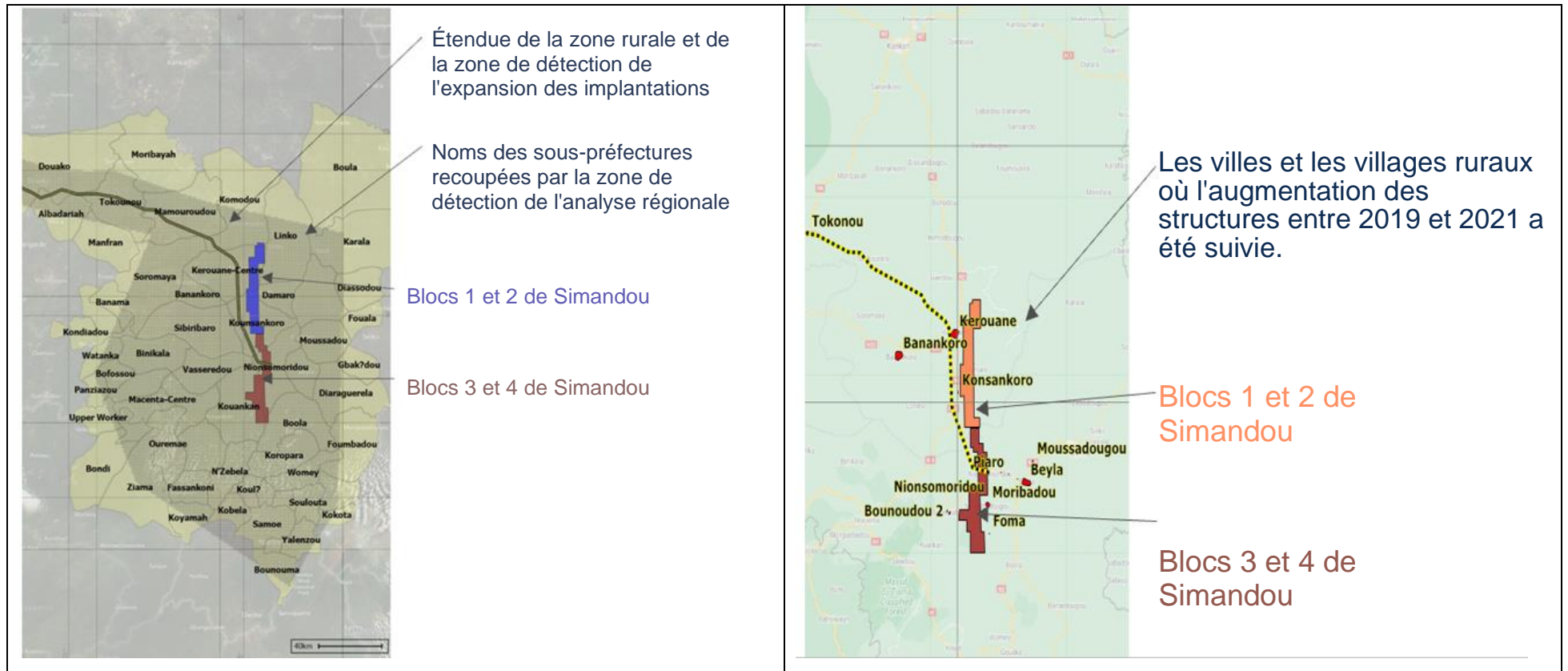
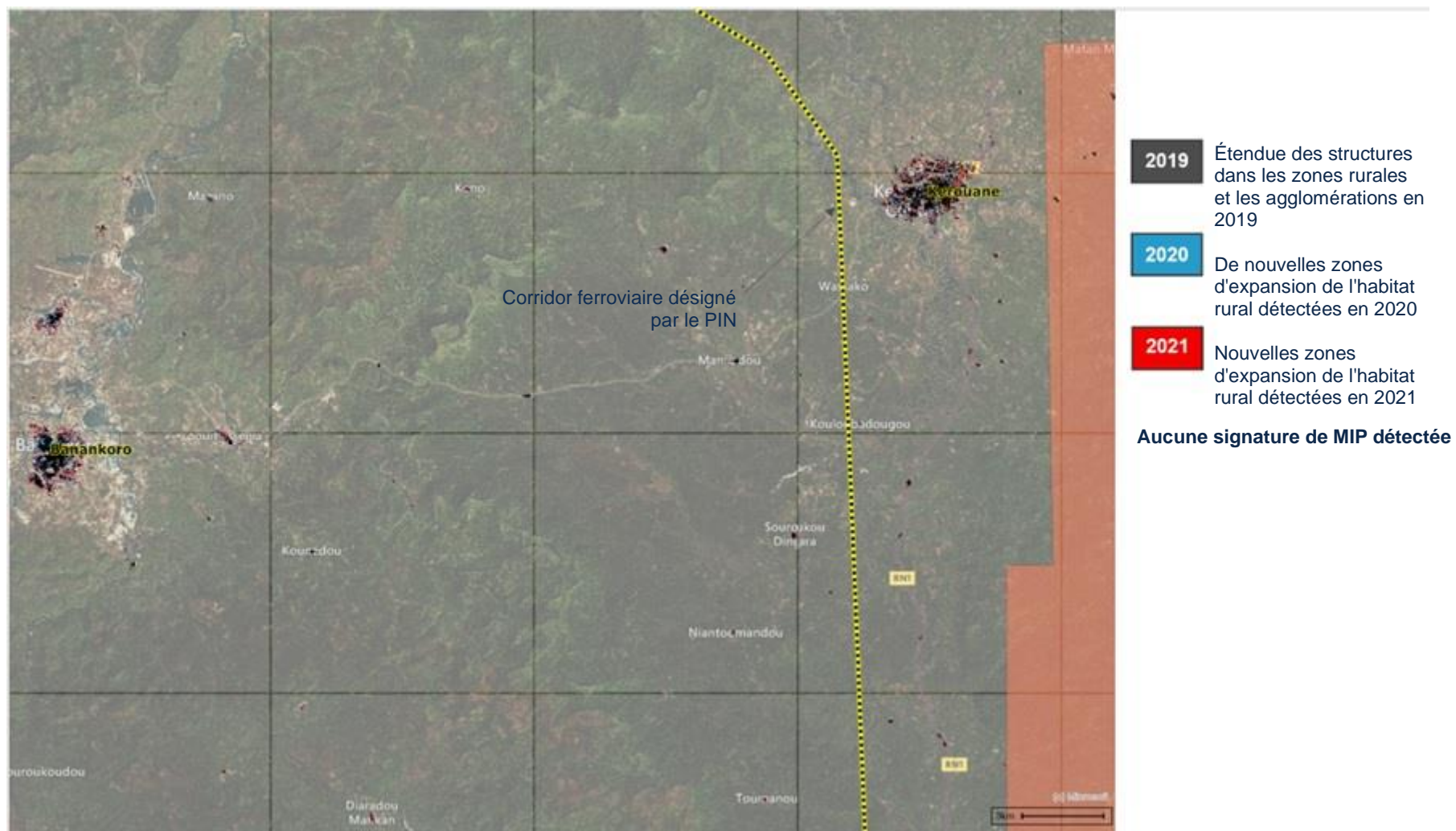
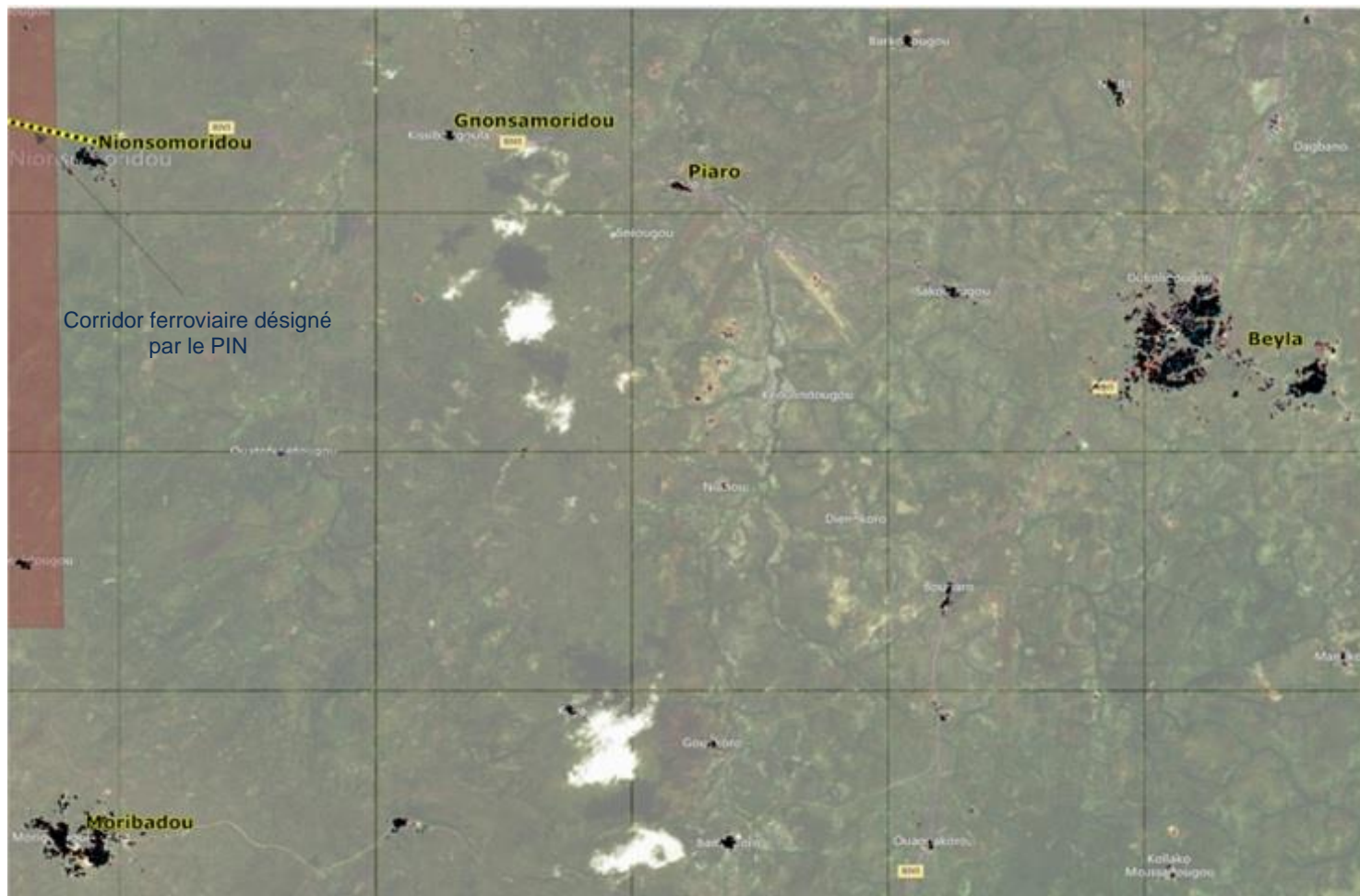


Figure 10 Zone de surveillance géospatiale





**Figure 11 Expansion du peuplement**

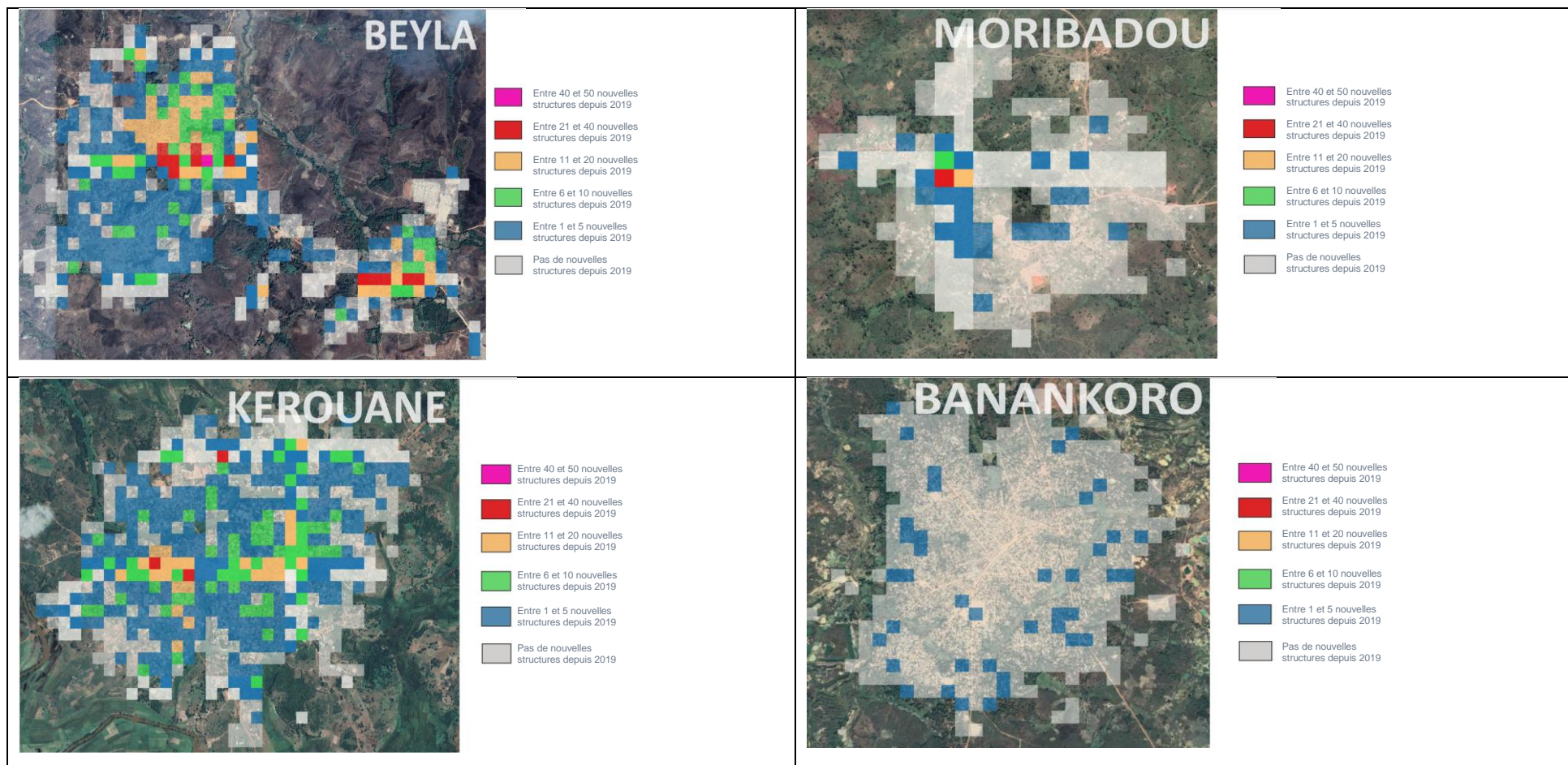


- 2019** Étendue des structures dans les zones rurales et les agglomérations en 2019
- 2020** De nouvelles zones d'expansion de l'habitat rural détectées en 2020
- 2021** Nouvelles zones d'expansion de l'habitat rural détectées en 2021

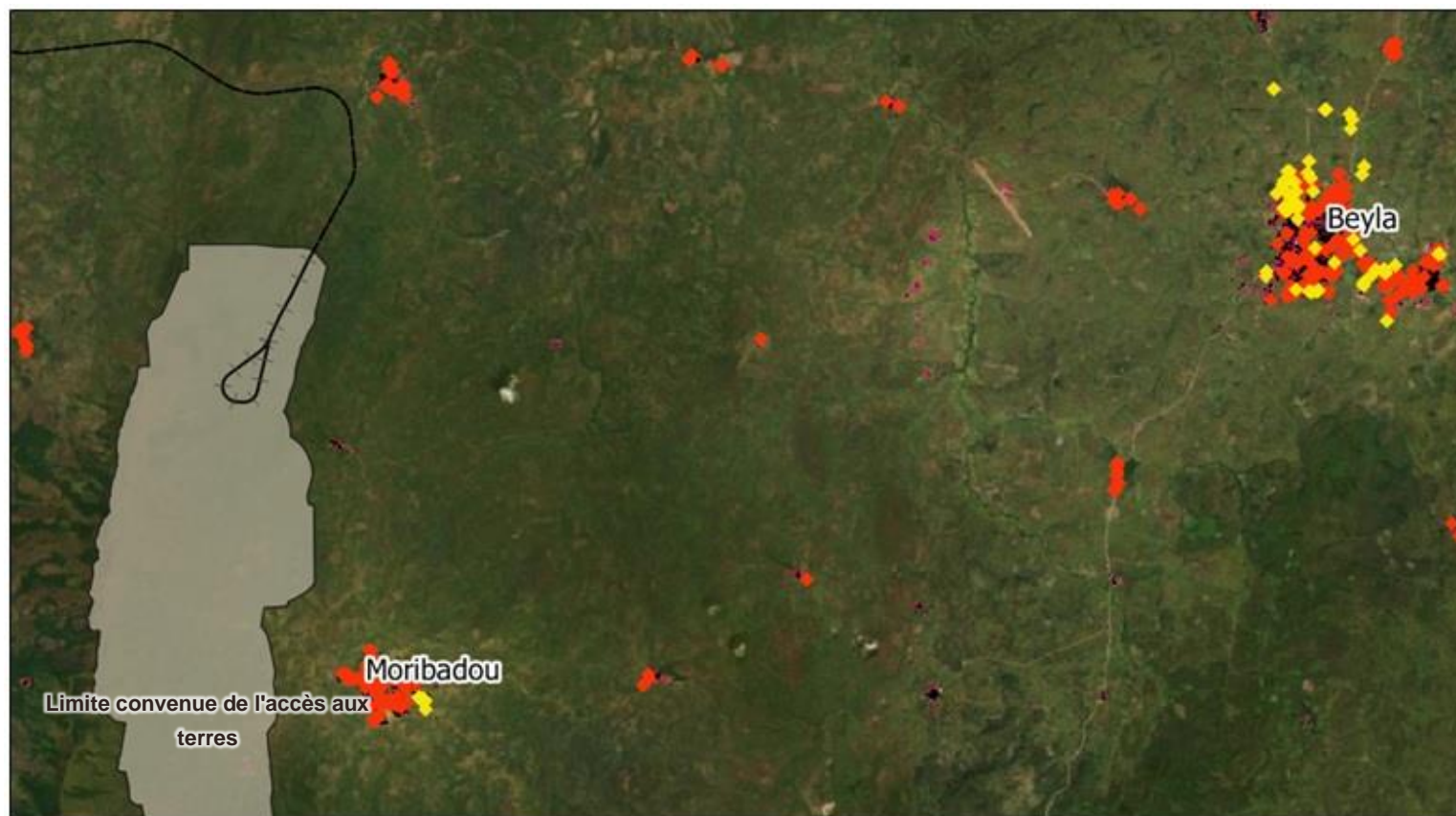
**Aucune signature de MIP détectée**

**Figure 12** Expansion du peuplement

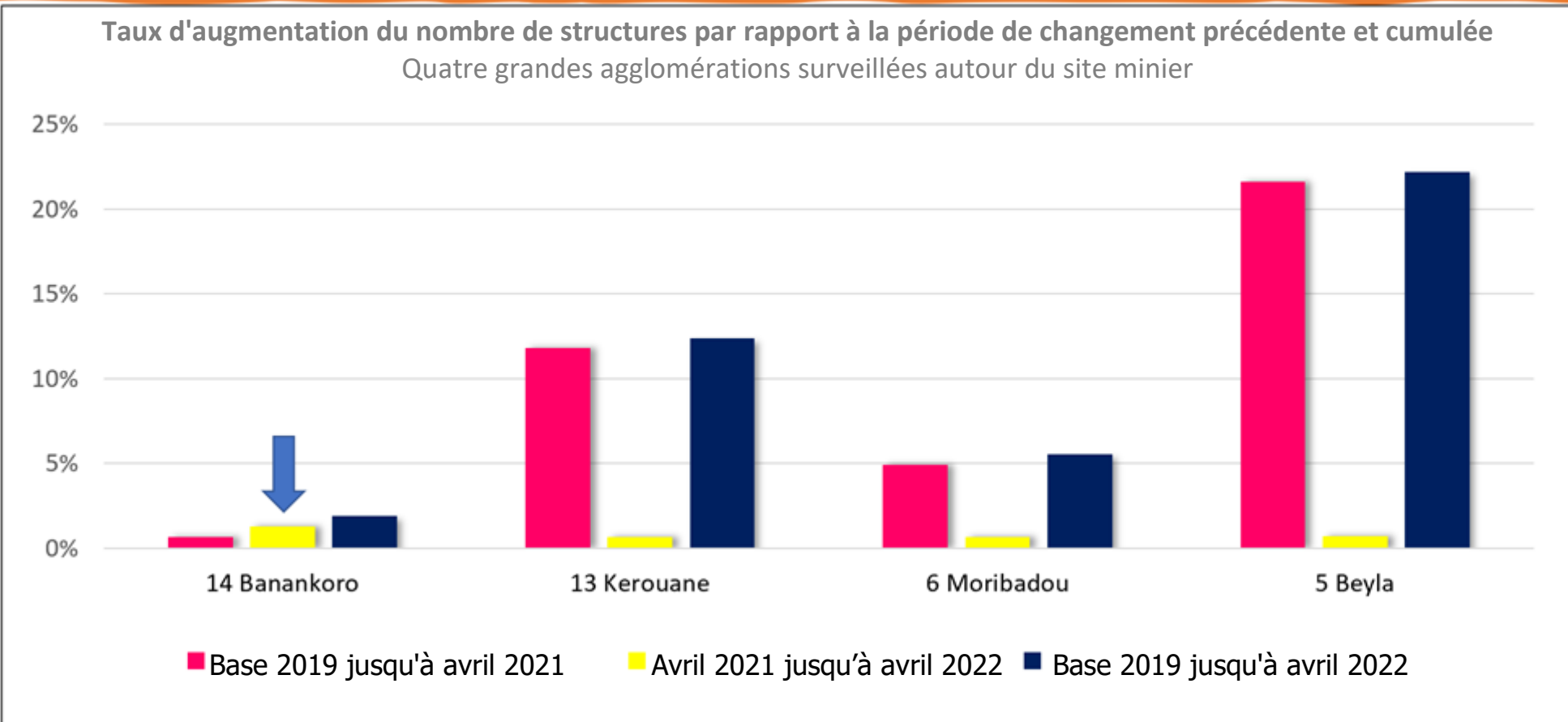




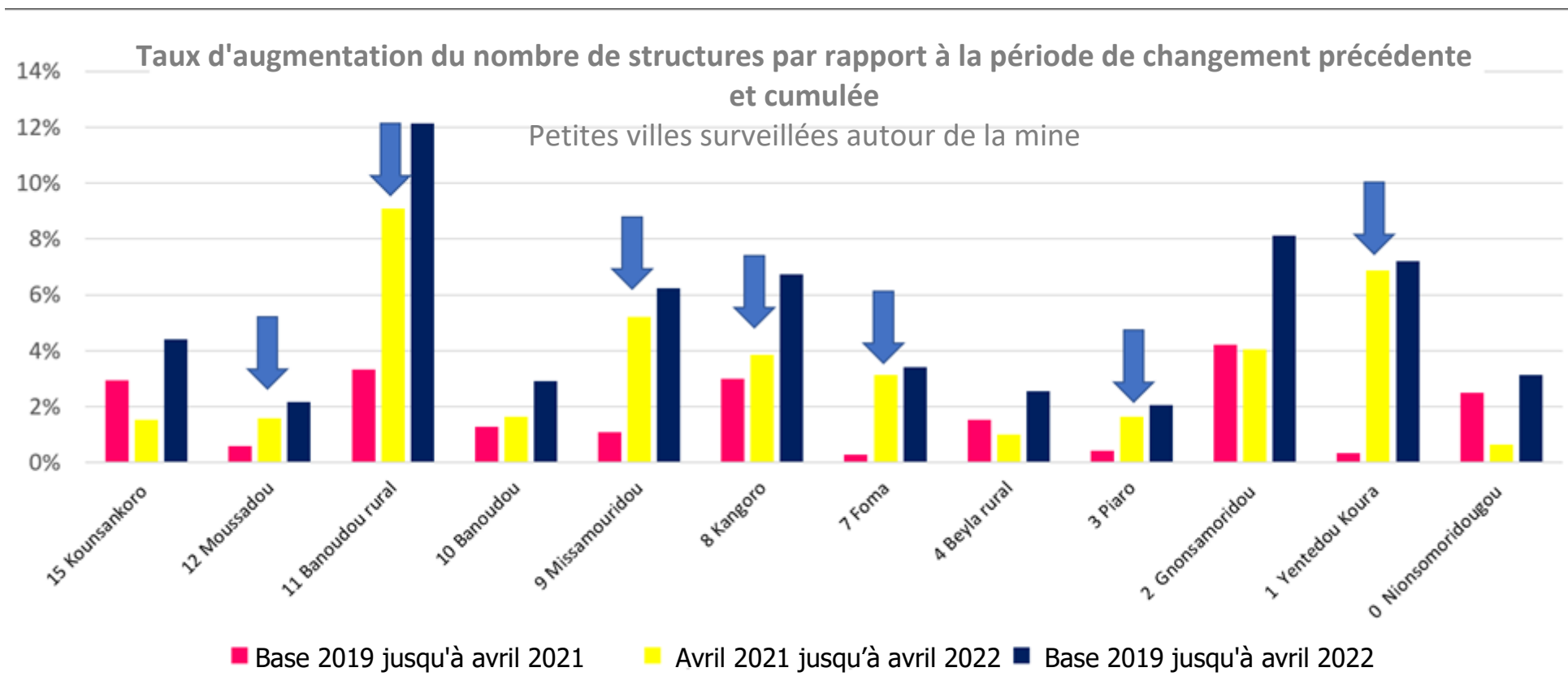
**Figure 13** Expansion du peuplement, densité et points chauds potentiels 2019 - 2021



**Figure 14** Expansion du peuplement, densité et points chauds potentiels 2021 - 2022



**Figure 15 Taux d'augmentation en pourcentage du nombre de structures 2019 - 2022 - Colonies plus importantes**



**Figure 16 Taux d'augmentation en pourcentage du nombre de structures 2019 - 2022 - Petits établissements**

**Total des structures détectées par date (cumulatif)**

**Nouvelles structures détectées entre**

	2019	2020	2021	Avril 2021	Octobre 2021	Avril 2022	Base 2019 jusqu'à avril 2021	Avril 2021 jusqu'à avril 2022	Base 2019 jusqu'à avril 2022
<b>Banankoro</b>	11083	11126	11155	11156	11291	11299	3%	1.5%	4%
<b>Kerouane</b>	17637	18142	19983	20004	20121	20133	12%	0.6%	12%
<b>Foma</b>	340	340	340	341	352	352	0%	3,1%	3%
<b>Moribadou</b>	6478	6584	6812	6812	6853	6859	5%	0,7%	6%
<b>Beyla</b>	9997	11110	12724	12754	12797	12847	22%	0,7%	22%
<b>Nionsomoridou</b>	588	593	602	603	606	607	2%	0,7%	3%

**Figure 17 Total des structures détectées 2019 - 2022**

## 1.4 Conclusion

L'analyse des données démographiques et géospatiales de référence indique que la population totale de la zone d'étude des MIP a augmenté par rapport aux données de référence de 1996 (premiers chiffres disponibles) et de 2007 (référence pour les calculs de l'augmentation de la population dans l'étude socio-économique de base). Les chiffres montrent que dans le cadre de cette tendance générale :

- Les populations sont généralement en baisse depuis 2017 environ, les jeunes membres des communautés partant chercher du travail dans d'autres régions de la Guinée et/ou dans d'autres pays ;
- Les implantations de Moribadou, Traoréla, Camaradou, Wataférédou II et Beyla ont connu un taux de croissance nettement supérieur à la tendance nationale ;
- L'augmentation de la population due à la migration des réfugiés s'est ralentie ou arrêtée au cours de la dernière décennie et les réfugiés existants, issus des périodes de migration antérieures, semblent bien intégrés dans les communautés ;
- L'émigration a augmenté, principalement celle des jeunes à la recherche d'un emploi dans d'autres lieux en Guinée et/ou à l'étranger ;

L'immédiateté de la réponse des migrants à la possibilité d'opportunités locales associées aux activités de prospection de la mine au fil du temps et à ce jour est démontrée par les changements dans les données démographiques par rapport à l'histoire des activités du projet et suggère qu'il existe un potentiel significatif pour que les niveaux d'immigration augmentent rapidement à mesure du développement du projet, que la population immigrée est mobile, sensible à l'évolution des opportunités et des perceptions des opportunités et habile à changer ses stratégies de subsistance, et que l'immigration en réponse au projet sera également rapide, importante et très sensible à l'évolution des opportunités.

Les données géospatiales n'indiquent pas encore de croissance rapide et/ou incontrôlée dans les zones rurales ou les zones d'implantation, bien qu'il existe des points chauds potentiels à Beyla et à Moribadou qui pourraient évoluer dans cette direction et qui nécessitent un suivi et une vérification sur le terrain de l'analyse géospatiale. La principale croissance de l'empreinte des implantations et du nombre de structures s'est produite au cours de la période 2020-2021, avec une croissance faible, voire nulle, en 2021-2022.



## 1.5 Références

Les documents de référence suivants ont été utilisés pour la préparation de cette annexe de base sur les MIP :

- Étude d'impact social et environnemental (EISE), mine de Simandou Mine, Rio Tinto, Chalco et la SFI, août 2012.
- Cadre d'immigration du projet Simandou 2015
- Étude socio-économique de base de l'EISE 2023
- Données de suivi du projet 2008-2020
- Rapport de suivi de MIP du projet (géospatial) Oct. 2021
- Rapport de suivi de MIP du projet (géospatial) Avril 2022